

LE DEVOIR

POINT SUR... l'enseignement supérieur

OUVERTURE ET ACCESSIBILITÉ



Idéologies

Les mouvements étudiants ont souvent été les instigateurs de changements sociaux profonds. Cependant, les manifestations se terminent trop souvent par des actes de violence verbale ou physique. Existe-t-il des limites à ce que l'on devrait permettre aux étudiants universitaires? Leur réponse est surprenante.

Page 3



Jean-Yves Le Louarn

Sénégal, Maroc, Bulgarie, France, Dubaï, Chine... Les chemins qui mènent à une salle de cours empruntent bien des détours! Professeur titulaire de gestion des ressources humaines à l'École des hautes études commerciales de Montréal, Jean-Yves Le Louarn enseigne dans des universités et des entreprises disséminées à travers la planète.

Page 10

En attente de réponses



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Supposons que, demain, des élections soient déclenchées. Supposons, au-delà du «qui perd, qui gagne», que des débats aient lieu. Supposons que, des secteurs de réflexion retenus, il y en ait un qui aurait pour domaine le monde de l'éducation. Alors un véritable débat sur l'avenir de la société québécoise serait mis en place.

Au cours des dernières années, sous la férule de l'ancien ministre de l'Éducation, le discours public se formulait à partir d'un maître-mot: performance. Les élèves se devaient de mener à terme leurs études: la priorité était donnée au taux de réussite, quitte à revenir plus tard sur le contenu des enseignements. Les institutions se devaient de déposer des bilans financiers sains: en contrepartie, il devenait possible d'envisager des plans de développement. Il fallait aussi rencontrer les besoins économiques: les cursus scolaires devaient s'adapter aux demandes de l'industrie et du commerce, avant de prendre une coloration pédagogique. L'école publique, à tous les niveaux de l'enseignement, ne se définissait plus en termes de savoir: elle était devenue un simple lieu d'apprentissage.

La stratégie gouvernementale pouvait être comprise: dans un contexte de coupures budgétaires, il avait suffi de définir les attentes en donnant priorité aux besoins du subventionneur avant d'entendre celles des quémandeurs.

Puis l'argent vint. Ce qui était hier impossible semblait tout à coup envisageable. De nouveaux professeurs pourraient être engagés, des chaires de recherche ouvertes, des étudiants recherchés: l'expansion de l'économie permet même encore aujourd'hui, au moment où l'Amérique craint toujours une récession, de prévoir au Québec une rareté des ressources humaines et un manque dans tous les secteurs — tant dans les grands centres que dans les régions — d'une main-d'œuvre, qualifiée et autre. En retour, les déboires boursiers ont mis à mal la période annoncée d'une ère au Québec de surplus financiers.

Débats

Les questions de fond alors surgissent. Et d'une: la volonté peut-elle être d'engager au niveau universitaire des enseignants de haut niveau, mais la demande en zone nord-américaine est telle que les budgets actuels ne permettent pas de rencontrer les exigences salariales des candidats approchés.

D'où la suggestion déposée

avec force par le recteur en fin de mandat de l'université McGill: il faut augmenter les frais de scolarité. Un rappel est alors fait qu'au-delà du modèle qui prévaut au sud des frontières, il est par le monde des pays où l'école demeure gratuite. Un débat devient possible: l'école est-elle universelle, accessible, ou plutôt un service qui s'acquiert en contrepartie d'une participation financière comptabilisée indépendamment des ressources personnelles disponibles? Un autre corollaire serait de subventionner les études de haut niveau en retour d'une obligation future de services (comme si ce qui était impensable pour la médecine pouvait être rêvé pour les autres secteurs de spécialisation).

Aussi, une réponse serait-elle trouvée qu'il faudrait toujours se demander si les institutions d'enseignement supérieur, du cégep à l'école spécialisée, peuvent être maintenues dans leur état actuel et là où elles ont été établies.

En clair, le grand rêve d'une université québécoise régionale, complément d'un enseignement collégial local, est-il aujourd'hui encore réaliste, quand les régions se vident et que, mondialisation oblige, le temps de la spécialisation s'impose? Il y aura bien sûr alors des tenants de l'enseignement virtuel pour proclamer que l'école est plus affaire d'aménagement de locaux (d'ailleurs si les professeurs des HEC et des divers programmes de maîtrise vont donner leurs cours dans le vaste monde, le territoire québécois leur est aussi accessible).

Cela serait-il qu'il faudrait toujours s'interroger sur le rôle que joue l'université dans les sociétés. La formation se limite-t-elle à une acquisition de connaissances ou est-ce que les cours, comme les activités parascolaires, doivent tenir compte des grands débats de l'heure? Les campus alors s'ouvrent et tous les Svend Robinson et autres Nétanyahou viennent s'y exprimer. Plus tard, des budgets seraient toutefois demandés pour la tenue d'activités ayant lieu sans encadrement professoral. Et ce serait le retour à l'université première, celle des origines, quand les étudiants contrôlaient tant l'embauche que l'organisation des cours.

Dans un tel état de fait, il devient toutefois difficile de croire que la définition de l'avenir d'une société s'effectue avec pour seul paramètre la contrainte financière. De tels jours seraient venus qu'il y aurait des politiciens pour regretter le temps où le discours se limitait à la simple obtention d'un équilibre budgétaire.

Normand Thériault

Cégeps
Vocation régionale
Page 2

Ordinateurs
Un outil obligatoire
Page 4
Le RISQ en réseau
Page 8

Universités
Enseignants
Page 5
Frais de scolarité
Page 9

Réseau
UQAM international
Sherbrooke métropolitain
Page 6

• ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR •

Effectifs étudiants et disparités régionales

La situation des cégeps en région ne s'améliore pas

En huit ans, on a assisté à une augmentation de 33 % du nombre d'emplois exigeant une formation collégiale

De nouveaux défis se posent au réseau des cégeps. Il faut en premier trouver une solution aux problèmes engendrés par la décroissance scolaire que connaissent et connaîtront les cégeps situés en région. Ensuite, toujours en région, le cégep est appelé à jouer un rôle accru dans le développement économique. De plus, la formation technique devra être accentuée afin de répondre davantage aux nouvelles exigences du marché du travail.

PIERRE VALLÉE

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, la décroissance scolaire n'est pas un problème qui touche de la même manière l'ensemble du réseau des cégeps. C'est ce que nous apprend Gaëtan Boucher, président-directeur général de la Fédération des cégeps, l'organisme qui regroupe les 48 collèges publics du Québec.

«Au total, d'ici 2010, le nombre d'étudiants dans le réseau devrait demeurer le même. Par contre, certaines régions connaîtront une baisse importante de leur clientèle tandis que d'autres verront leur clientèle augmenter.»

Des régions durement touchées

Selon les chiffres fournis par la Fédération des cégeps, ce sont surtout les régions éloignées qui subiront une forte baisse de leur clientèle, d'au moins 22 % d'ici 2010. Dans certains cas, c'est même plus tragique. En Gaspésie, on estime qu'on perdra près du tiers de l'effectif scolaire. À l'autre bout du spectre se trouvent les cégeps situés dans ou près des grands centres urbains, qui devront accueillir davantage d'étudiants. Par exemple, pour la seule région des Laurentides, on estime cette hausse à près de 22 %.

La principale raison qui explique ce clivage est la faiblesse économique des régions éloignées. Faute de travail, ces ré-

gions voient leur population, surtout les jeunes, migrer vers les centres urbains. D'où une diminution de la clientèle scolaire.

Cela engendre un double problème, que l'on soit en ville ou en région. Les cégeps qui connaîtront une hausse de leur clientèle devront par conséquent augmenter leur offre de services. Il faut donc s'assurer que les ressources nécessaires soient disponibles.

Offres de services

Mais le problème est plus insidieux en région. Comme l'on sait que le financement d'un cégep est établi selon le nombre d'étudiants inscrits, une baisse de la clientèle équivaut à une baisse de revenus. Dans de pareilles circonstances, le cégep pourra-t-il maintenir la même offre de services?

De plus, pour qu'un cours soit offert, il faut qu'il y ait un nombre suffisant d'étudiants inscrits. Qu'arrivera-t-il si le nombre d'étudiants est inférieur à la règle? La direction du cégep se verra-t-elle dans l'obligation d'abandonner le cours, obligeant les étudiants qui voulaient s'inscrire à poursuivre leurs études ailleurs où le cours est toujours disponible?

La crainte d'une éducation à deux vitesses est bien réelle et le ministère de l'Éducation l'a compris puisqu'il vient de consentir pour l'année 2002-2003 une somme supplémentaire de 15 millions \$ devant servir à maintenir l'offre de services

des cégeps aux prises avec une baisse de la clientèle.

«C'est un programme essentiel et il doit être maintenu dans les années à venir, soutient M. Boucher. Il ne faut pas oublier que le réseau des cégeps a été mis en place afin d'assurer l'accessibilité à l'enseignement supérieur de premier niveau pour tous les Québécois sur l'ensemble du territoire. Cette notion d'accessibilité est capitale.»

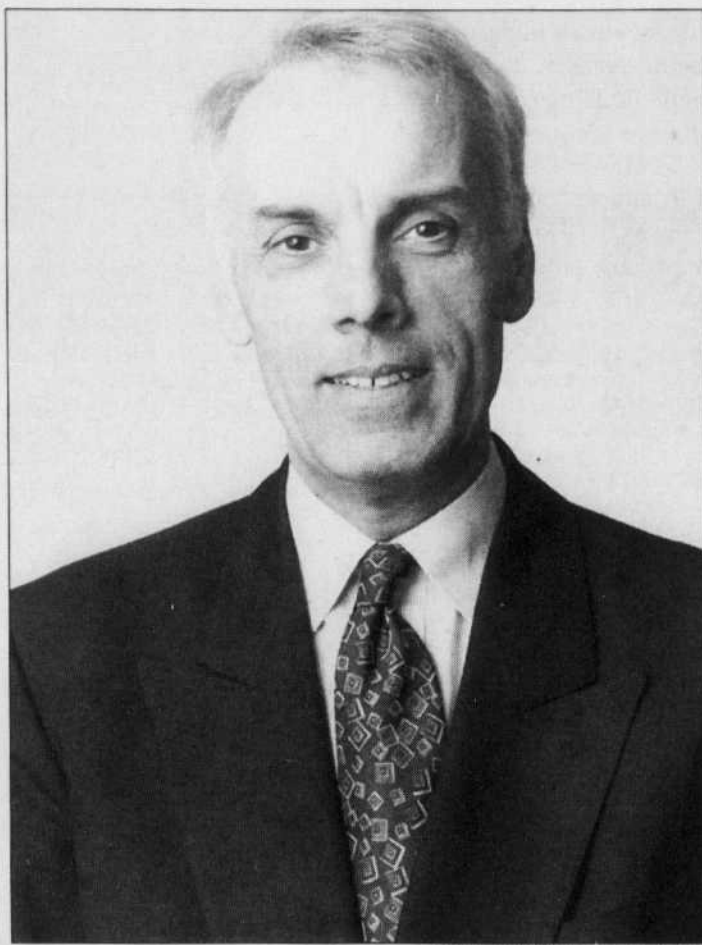
Malgré cet effort financier, il est évident que l'on ne pourra pas maintenir exactement la même offre de services pour chacun des cégeps. Des choix s'imposent et déjà certains cégeps mettent l'accent sur une forme de spécialisation. De plus, sans délaisser leur mission première, qui est l'enseignement, les cégeps sont appelés à jouer un rôle plus actif dans le développement économique régional.

Le cégep: un outil de développement durable

Selon Gaëtan Boucher, une des solutions pour l'avenir est de faire en sorte que les cégeps régionaux développent une spécialité régionale arrimée avec l'activité économique propre à la région. «Cela s'inscrit directement dans la notion de créneaux d'excellence telle que discutée lors du récent Rendez-vous des régions. Le cégep régional offrirait donc une formation spécifique au créneau d'excellence retenu par la région.»

Par exemple, les cégeps du Saguenay-Lac-Saint-Jean offriraient toutes les formations reliées à l'aluminerie tandis que le Cégep de Rimouski pourrait développer une expertise dans le domaine des sciences de la mer. En agissant de la sorte, non seulement forme-t-on la main-d'œuvre dont a besoin l'entreprise privée, mais on incite aussi les jeunes à demeurer dans leur région.

Aussi, dans certaines régions,



SOURCE FÉDÉRATION DES CÉGEPS
Gaëtan Boucher, président-directeur général de la Fédération des cégeps.

le cégep n'est pas seulement un établissement scolaire, il est aussi un lieu où l'on retrouve une foule d'expertises. Déjà, on compte 28 centres collégiaux de transfert de technologie (CCTT) qui mettent cette expertise au service de l'entreprise. Selon M. Boucher, non seulement doit-on les consolider, mais on doit accroître leur rôle en développant des masses critiques dans des domaines apparentés aux créneaux d'excellence régionaux.

La formation technique: une priorité

Bon an mal an, la moitié des étudiants qui fréquentent le cégep s'inscrivent dans une formation technique. Selon Gaëtan Boucher, ce n'est pas suffisant. Trop peu d'étudiants choisissent cette voie. «À ce sujet, nous subissons les pressions du milieu du travail qui arrive mal à combler ses besoins en main-d'œuvre spécialisée.»

Pourtant les chiffres sont éloquentes. Entre 1990 et 1998, le

nombre d'emplois exigeant une formation collégiale a augmenté de 33 % tandis que le nombre d'emplois exigeant un secondaire 5 ou moins a chuté de 16 %. Selon les prévisions d'Emploi Québec, d'ici 2005, 60 % de tous les emplois créés au Québec nécessiteront au minimum une formation collégiale technique. De plus, le taux de chômage chez les 18-24 ans ayant obtenu une formation technique se situe à 4,6 %, tandis qu'il oscille autour de 16 % pour ce groupe d'âge en général.

À eux seuls, ces chiffres devraient convaincre les étudiants de s'inscrire massivement dans une formation technique. «Mais nos programmes sont méconnus et l'on doit consentir davantage d'efforts. Il faut attirer plus de jeunes et plus de filles dans ces programmes.» C'est la raison pour laquelle la Fédération des cégeps s'est récemment associée à la publication *Les Carrières d'avenir* des Éditions Jobboom.

Evidemment, si l'on réussit à attirer plus de jeunes en formation technique, il faudra aussi trouver les professeurs pour dispenser les cours. «C'est un problème dans certains secteurs techniques puisque nous ne sommes pas compétitifs sur le plan du salaire.» En effet, comment convaincre un spécialiste d'enseigner à temps plein s'il peut gagner passablement plus en entreprise privée? «Il va falloir faire preuve d'imagination et nous regardons ça avec nos partenaires, le gouvernement et les syndicats.»

Sans compter que, d'ici 2010, près du tiers des enseignants prendront leur retraite et devront être remplacés. «C'est une situation qui varie grandement d'un cégep à l'autre mais nous n'anticipons pas de problème majeur à trouver une relève. Nos priorités demeurent l'accessibilité à l'enseignement supérieur, la croissance de la formation technique et le rôle du cégep dans le développement économique des régions.»

<http://www.fneeq.qc.ca>

J'enseigne...

CHANGÉONS LE MONDE!

La formation et l'expertise diversifiées des membres de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) contribuent à la richesse de l'enseignement supérieur sur l'ensemble du territoire québécois.

La FNEEQ-CSN est l'organisation syndicale la plus représentative de l'enseignement supérieur au Québec. Elle regroupe 14 000 enseignantes et enseignants du collégial et 8 000 tuteurs et tutrices de la Télé-université et chargé-es de cours d'universités.



• ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR •

Débats publics et idéologies

Quelles limites pour les universitaires ?

«L'université n'a pas le droit de restreindre la liberté d'expression de ses étudiants» — Nicolas Brisson, de la FEUQ

Les mouvements étudiants ont souvent été les instigateurs de changements sociaux profonds. Le mouvement de mai 1968 en France ou encore les événements de la place Tiananmen en Chine sont des exemples de cette confrontation d'idéologies dont les origines proviennent des milieux universitaires. Cependant, ces manifestations se terminent trop souvent par des actes de violence verbale ou physique. Existe-t-il des limites à ce que l'on devrait permettre aux étudiants universitaires? Leur réponse est surprenante.

CHRISTIAN LÉVESQUE

Les événements qui ont eu lieu l'automne dernier à l'université Concordia ont remis à l'avant-scène ce désir étudiant de participer activement aux débats qui touchent notre société. Aux prises avec une manifestation orageuse de ses étudiants, l'administration de cette université dut annuler la conférence de l'ex-premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu.

Suite à ces événements, le recteur de l'institution, Frederick Lowy, imposa un moratoire sur tout événement portant sur le conflit entre Israël et la Palestine. Le Conseil des gouverneurs de l'université en rajouta en ratifiant ce moratoire et en adoptant une motion interdisant la distribution de documents d'information ou les kiosques touchant toutes les activités étudiantes sur la mezzanine et le premier étage du pavillon principal de l'université.

Les réactions étudiantes

Les mesures prises par les administrateurs de l'université Concordia ont rapidement été décriées par le reste de la communauté universitaire québécoise. L'université serait-elle allée trop loin? «C'est ridicule et risible», clame Eric Lefebvre, directeur de la programmation à CHOQ, la radio de l'UQAM. «On ne peut pas empêcher les gens de discuter et de réfléchir. Ça sera quoi après? On va revenir à l'index? [...] Pourtant, c'est important de prendre position, même si ce n'est que pour susciter le débat. Sinon, on va tourner en rond.»

Le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Nicolas Brisson, est du même avis: «Une université n'a pas le droit de restreindre la liberté d'expression de ses étudiants; c'est un lieu où il doit y avoir place pour la liberté d'expression, la réflexion et le respect des autres.»

Pour la présidente du Syndicat étudiant de Concordia (CSU), Sabine Friesinger, les décisions prises par la direction de son université sont loin d'avoir apaisé les universitaires, au contraire: «Le moratoire a

échauffé les esprits et poussé les étudiants à faire encore plus d'actions», affirme-t-elle.

Sous ces pressions étudiantes, le Conseil des gouverneurs retira, quatre semaines plus tard, son interdiction d'organiser des événements étudiants. Le recteur Lowy indiquait, dans un document daté du 15 janvier 2003, que «la violence n'a pas droit de cité sur les campus universitaires. Le présent rapport et les différentes mesures prises depuis le 9 septembre nous ont incités à renouveler notre engagement envers le juste milieu, le débat et l'échange civilisés. Les débats sur le campus sont soumis à des principes et règles qui doivent être respectés».

Normes et règlements

Dans la majorité des universités québécoises, il existe une charte des droits et des responsabilités des étudiants. À l'UQAM, la Charte des droits et responsabilités des étudiants stipule que «les droits et libertés des étudiantes et des étudiants doivent s'exercer dans le respect des droits et libertés des autres membres de la communauté universitaire, des valeurs démocratiques et du bien-être de l'ensemble de cette communauté». Cependant, ces règlements ne renseignent guère sur les limites consenties aux étudiants pour exprimer leurs opinions.

«C'est super important que l'on ait ces codes de conduite, mais le problème est qu'ils ne sont pas réciproques envers l'administration», affirme Sabine Friesinger. À l'université Concordia, le bureau chargé de faire appliquer cette charte doit rendre des comptes au recteur de l'institution. Une situation qui fait dire à la présidente de la CSU que l'indépendance des décisions rendues est faussée: «Les gens n'ont pas confiance que les situations soient réglées convenablement et de manière impartiale.»

Pourtant, il existe de nombreux moyens d'expression pour les étudiants qui désirent se faire entendre. Le nombre d'associations étudiantes ne cesse de s'accroître, «mais il existe des groupes minoritaires qui ne sont pas entendus», at-



SHAUN BEST / REUTERS

Un étudiant de l'université Concordia défend sa position concernant la politique au Proche-Orient au cours d'une manifestation étudiante sur le campus de cette institution, le 15 novembre dernier. Les débats sur le conflit israélo-palestinien avaient vite dégénéré, l'automne dernier, lors de la visite de l'ex-premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu.

teste la présidente de la CSU. Alors comment parvenir à bien représenter l'ensemble des étudiants?

À la FEUQ, c'est l'idéologie démocratique qui est primordiale: «Nous croyons que le respect des processus démocratiques et le fait de bien livrer l'information aux étudiants leur permettent d'entreprendre des actions éclairées sur les sujets qui les concernent.» Les décisions prises en assemblée générale auront ainsi force de loi pour ces organisations. Une structure que certains trouvent trop fastidieuse et longue, mais qui garantit néanmoins une certaine unité et une force d'action démultipliée.

Mobilisation étudiante fractionnée

Il existe cependant une multitu-

de de causes qui passionnent les étudiants universitaires. Comment parvenir à toutes les considérer? Valent-elles toutes la peine de s'y intéresser? «Je trouve que, parfois, les étudiants se cherchent des lieux de débat, de réflexion et d'analyse qui tentent de respecter le plus scrupuleusement possible les règles de la méthode scientifique, la quête de la véracité et l'intégrité personnelle.»

Les combats de clocher et les guerres de pouvoir entre regroupements d'étudiants peuvent ainsi se retourner contre eux. Lors de la mobilisation étudiante pour la marche anti-ZLEA d'octobre dernier, la FEUQ avait posé sur les murs de l'UQAM des affiches donnant le lieu et l'heure de la marche. Un regroupement d'étudiants est alors venu les rempla-

cer par leurs propres affiches désignant une autre manifestation. «Alors que l'on voulait mobiliser les étudiants en les informant, cette association est venue briser notre mobilisation», déplore Nicolas Brisson.

À Concordia, le Conseil des étudiants a même dû geler le financement d'un regroupement étudiant qui violait la Loi canadienne sur l'enrôlement à l'étranger en proposant des formulaires de recrutement pour l'armée israélienne et pour un escadron militaire composé de volontaires juifs qui interviennent dans les territoires occupés. «C'est ça, la limite: quand on commence à recruter pour une armée ou un groupe paramilitaire. Ça n'a pas sa place à l'université», conclut Sabine Friesinger.

ÉDITION

Des guides utiles
Santé, sécurité et nutrition chez les enfantsLA SANTÉ DES ENFANTS
LA SÉCURITÉ
DES ENFANTS

Les Publications du Québec, coll. «Petite Enfance», Québec, 2002, 271 pages et 321 pages

À TABLE, LES ENFANTS!

Marie Breton et Isabelle Emond
Flammarion Québec,
Montréal, 2002, 126 pages

GILLES PARÉ

Les Publications du Québec, l'éditeur du gouvernement québécois, publie dans la collection Petite Enfance un double: *La Sécurité des enfants* et *La Santé des enfants*. Il s'agit d'une réédition de deux guides parus respectivement en 1985 et 1988. Ils ont été réécrits et adaptés aux nouvelles réalités des enfants en milieu de garde éducatifs.

On met ainsi à la disposition du personnel œuvrant dans les services de garde éducatifs un outil de référence de première qualité et écrit sous la supervision de spécialistes. C'est à l'instigation du ministère de la Famille et de l'Enfance que l'on doit cette réédition. Une heureuse initiative dans un secteur en pleine expansion, si l'on peut s'exprimer ainsi.

Les deux guides ont une présentation similaire et la reliure en spirale permet une consultation facile. Des dessins illustrent ces deux ouvrages et donnent plus de clarté aux explications, qu'il s'agisse de démontrer une technique de réanimation cardiaque ou de dégageant des voies respiratoires obstruées.

Le guide *La Santé des enfants* s'intéresse plus particulièrement

à l'alimentation, les soins quotidiens, l'hygiène et la prévention, la maladie, les médicaments, le bien-être psychologique. Le guide *La Sécurité des enfants* s'attarde à la prévention et aux soins d'urgence, dont les blessures aux différentes parties du corps.

Ces deux ouvrages seront les bienvenus dans le milieu de garde. Le contenu de ces manuels

— dont les nombreux conseils et renseignements factuels concernant la santé et la sécurité des enfants — en fait des documents presque obligés pour les parents et les grands-parents. De la qualité à bas prix, soit 29,95 \$ l'unité.

Recettes

Un livre de recettes qui a pour clientèle cible les jeunes de 9 mois à

5 ans: *À table, les enfants!* On doit déjà aux deux auteures — diététistes de profession — l'ouvrage intitulé *La Boîte à lunch*, qui a connu un franc succès et mérité le trophée Or de Cuisine Canada en 2002.

Ce livre de recettes destiné aux tout-petits consacre près du tiers de son contenu aux conseils d'ordre alimentaire, qu'il s'agisse des problèmes de santé courants (aller-

gies, obésité, etc.) ou de l'importance d'une saine alimentation. Les recettes présentées ont toutes la qualité d'être faciles à exécuter — le tout en moins d'une heure, sauf exception. Qui va s'en plaindre? Une présentation alléchante et de nombreuses photos convaincront certainement nos jeunes des vertus de la courgette, du tofu et du foie.

Pour chaque recette on indique

les temps de cuisson et de préparation, l'âge minimum de l'enfant et la possibilité de congeler ou non le mets ainsi préparé. Très intéressant quand le temps manque! Les adultes auront autant de plaisir que leurs bambins à déguster le velouté de carottes, les paillassons de légumes, les *fish'n chips* et le gâteau au chocolat à la poudre magique!

«Ici, j'ai le goût d'étudier!»

Le dimanche
9 février 2003
c'est journée
PORTES OUVERTES
à l'école de musique
Vincent-d'Indy
de 13h30 à 16h30



Saviez-vous que l'école de musique Vincent-d'Indy offre maintenant un vaste choix de programmes du collégial qui s'adressent autant aux futurs musiciens qu'à ceux qui désirent une bonne formation en musique tout en se dirigeant vers d'autres champs de spécialisation?

Nos programmes

D.E.C. en musique

- Programme Musique
- Programme Musique / Langues
- Programme Musique / Mathématiques

D.E.C. en Arts et Lettres

- Programme Arts et Lettres (profil culture musicale)

Programmes jumelés

- Musique / Arts et Lettres (Vincent-d'Indy)
- Musique / Sciences de la nature (Vincent-d'Indy / Jean-de-Brébeuf)
- Musique / Sciences humaines (Vincent-d'Indy / Jean-de-Brébeuf)

ÉCOLE DE MUSIQUE

Vincent-d'Indy

au rythme de ma passion

628, Chemin de la Côte Ste-Catherine, Outremont (Québec) H2V 2C5
Téléphone: 514-735-5261 Télécopieur: 514-735-5266
Courriel: admission@emvi.qc.ca — Site Web: emvi.qc.ca

ÉDOUARD
MONTPETIT

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Nouvelles technologies



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Internet est devenu un outil indispensable pour tout étudiant, surtout sur le plan de la recherche.

Est-il possible d'étudier à l'université sans ordinateur ?

Aux HEC, toutes les communications entre l'étudiant et l'institution se font par Internet

L'accès à une connexion Internet est devenu indispensable aujourd'hui pour un universitaire. «Internet n'est pas obligatoire, mais il est fortement recommandé. Un étudiant qui n'a pas d'accès Internet aujourd'hui, c'est un peu comme quelqu'un qui se présente en classe sans crayon», croit Glenn Cartwright, vice-doyen aux technologies de l'information à McGill.

JESSICA NADEAU

Depuis la révolution des nouvelles technologies, Internet est présent partout, à la maison, au bureau, à l'école... À l'université, difficile d'étudier sans y avoir accès puisque les inscriptions, les choix de cours et le paiement des frais de scolarité se font via le site Web de l'établissement. Certaines institutions vont plus loin, tentant de révolutionner le monde de l'enseignement en offrant des cours complets sur le Web.

«Internet est devenu un outil indispensable pour tout étudiant, surtout sur le plan de la recherche», affirme d'emblée Chantale Savard, étudiante à la maîtrise en études françaises à l'Université de Montréal. Celle-ci passe en moyenne une dizaine d'heures par semaine à faire de la recherche sur le Web pour la rédaction de son mémoire et autres séminaires. Grâce à Internet, l'étudiante peut avoir accès aux groupes de recherche de toutes les universités, aux bases de données des bibliothèques et même à des collections spéciales numérisées. «Lorsque je travaille avec des livres rares du XIX^e siècle, il est souvent impossible de sortir les documents de la bibliothèque ou de faire des photocopies. Grâce à Internet, je peux maintenant avoir accès à plusieurs de ces livres, numérisés par la Bibliothèque nationale de France.»

L'étudiante divise son temps entre la recherche classique en bibliothèque et la recherche sur le Web. «Avant de me déplacer, je fais une recherche préliminaire pour trouver les livres qui me seront utiles, ainsi je sauve beaucoup de temps.»

Elle croit par ailleurs que, malgré tous ses avantages, Internet peut contribuer à une certaine paresse intellectuelle. «Plusieurs étudiants ne se donnent plus la peine de chercher activement, ils ne se fient qu'à l'information qu'ils trouvent sur Internet et celle-ci n'est pas toujours fiable. Certes, Internet permet d'approfondir la recherche et d'avoir accès plus rapidement aux données, mais ça ne doit pas devenir la seule source d'information.»

HEC

À l'École des hautes études commerciales, la révolution technologique s'est faite de façon graduelle depuis les cinq dernières années. En entrant, les étudiants obtiennent une adresse de courriel officielle de l'école et toutes les communications entre l'étudiant et l'institution se font par Internet. L'école demande aux étudiants de vérifier leurs messages quotidiennement.

«Les professeurs suivent l'évolution technologique et utilisent l'Internet pour tenter des expériences pédagogiques. Certains développent de nouvelles approches très intéressantes en changeant des cours magistraux pour des cours animés où les étudiants doivent faire de la recherche active pendant les cours», soutient Paul Mirot, professeur agrégé et directeur technologique aux HEC. Ainsi, plusieurs créent des sites Web pour leurs cours. Les professeurs y mettent leur plan de cours, les notes de cours, les consignes pour un at-

lier et les notes intermédiaires. Les étudiants y envoient leurs travaux et consultent les corrigés.

De nouveaux outils sont développés chaque année et la majorité des professeurs suivent cette évolution. «Nous n'avons jamais obligé un professeur à expérimenter la pédagogie technologique car cela demande plus de temps, mais nous avons trouvé des façons de les y inciter.»

S'il croyait au début que les professeurs âgés auraient plus de difficulté à entrer dans la vague technologique, il a vite compris que ceux-ci s'adaptaient rapidement et que certains jeunes professeurs étaient plus réticents, ne voyant pas l'utilité de cet outil dans l'approche pédagogique. «Environ 10 % des 4500 professeurs n'utilisent pas Internet dans leurs cours, mais il n'y a aucune corrélation entre l'usage des nouvelles technologies et l'âge.»

Le professeur louange les mérites pédagogiques d'Internet, mais soulève tout de même un nouveau problème: «Avant, les étudiants qui ne voulaient pas écouter lisaient les journaux. Aujourd'hui, avec la possibilité de se connecter à Internet dans les salles de classe, certains étudiants "surfent" pendant les cours. C'est une nouvelle version du problème.»

Polytechnique

En 1999, l'École polytechnique s'est dotée d'un plan institutionnel de trois ans pour intégrer les technologies de l'information et des communications (TIC). «Avec notre nouveau plan, l'objectif est d'introduire la formation en ligne», explique Dominique Chassé, conseillère pédagogique et coordonnatrice du comité pour l'intégration des TIC à la Polytechnique.

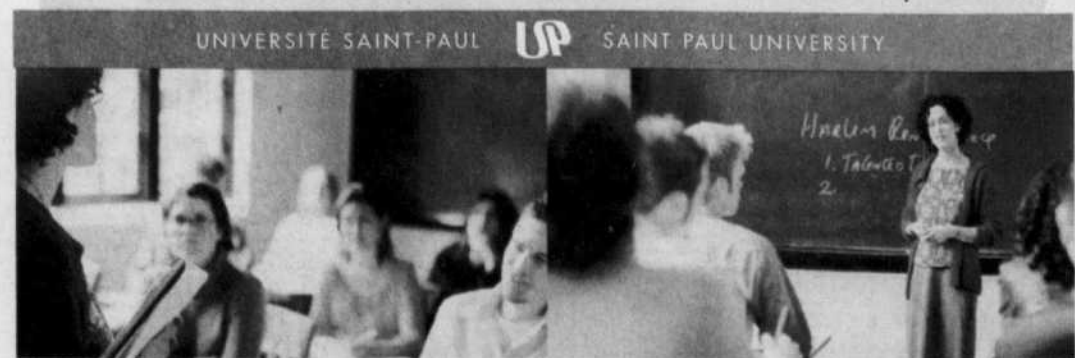
L'école met à la disposition des étudiants des didacticiels sur CD-ROM où chacun travaille à son rythme. Le cours peut se compléter par un minimum de formation en classe. Pour contacter le professeur, demander des explications ou obtenir un rendez-vous, la communication se fait par courriel ou à travers les forums. «En ce moment, nous offrons une dizaine de cours sur Internet et nous travaillons à en développer cinq autres cette année. Nous voulons que chaque étudiant puisse avoir au moins un cours sur Internet par trimestre.» L'école n'a pas une vocation de formation à distance et ne compte donc pas remplacer tous ses cours par des logiciels.

La Polytechnique développe aussi l'exerciceur, un logiciel qui propose des problèmes à résoudre. «Grâce aux nouvelles technologies, tout devient possible. Les professeurs peuvent tout refaire, tout repenser leur façon d'enseigner et ils le font de façon progressive.» Comme aux HEC, la Polytechnique fournit des prises réseau dans les salles spécialisées, les cafétérias et la bibliothèque. «C'est devenu un phénomène banalisé.»

McGill

Tout comme la Polytechnique, McGill offre des cours sur le Web. Glenn Cartwright, vice-doyen des technologies de l'information, est un précurseur dans le domaine. Déjà, dans les années 1970, il mettait en place des outils technologiques pour faciliter l'enseignement. Au cours de la dernière décennie, Internet a pris une place prépondérante dans l'enseignement à McGill. «À l'époque, nous ne croyions pas que nous pourrions aller aussi loin avec le multimédia et que ce serait aussi peu dispendieux. Personnellement, je n'aurais jamais cru que ça irait si vite.» Selon lui, ce phénomène acquiert une popularité sans cesse grandissante: «Avec le plus grand usage d'Internet, les rapports humains ont tendance à diminuer, mais jamais nous n'arriverons au point où ils disparaîtront complètement.»

AIGUISEZ VOS FACULTÉS



UNIVERSITÉ SAINT-PAUL
223, RUE MAIN
OTTAWA ON K1S 1C4
RENSEIGNEMENTS :
(613) 236-1393
INFO@USTPAUL.CA

8 NOUVEAUX PROGRAMMES DE BACCALAURÉAT OFFERTS DÈS SEPTEMBRE 2003!

- BACCALAURÉAT EN ÉTHIQUE
- BACCALAURÉAT ÈS ARTS AVEC MAJEURE EN ANIMATION
- BACCALAURÉAT ÈS ARTS AVEC MAJEURE EN COMMUNICATIONS SOCIALES
- BACCALAURÉAT ÈS ARTS AVEC MAJEURE EN ÉTHIQUE
- BACCALAURÉAT ÈS ARTS AVEC MAJEURE EN SCIENCES PASTORALES
- BACCALAURÉAT ÈS ARTS AVEC MAJEURE EN THÉOLOGIE
- BACCALAURÉAT ÈS ARTS AVEC SPÉCIALISATION BIDISCIPLINAIRE EN PHILOSOPHIE ET EN THÉOLOGIE
- BACCALAURÉAT ÈS ARTS AVEC SPÉCIALISATION EN SCIENCES DE LA MISSION ET DU DIALOGUE INTERRELIGIEUX

FAITES VOTRE DEMANDE D'ADMISSION AVANT LE 1^{er} MARS (FORMULAIRE SUR NOTRE SITE WEB SOUS ÉTUDIANTS - ÉTUDIANTES!)

www.ustpaul.ca

« Nous formons des diplômés pour répondre aux besoins du monde du travail. » - Frederick Lowy, recteur

Un choix déterminant

L'an dernier, 24 246 étudiants ont choisi Concordia.

Choisir votre université est une décision déterminante pour votre avenir. D'où l'importance d'être accepté à l'université de votre choix, une université qui vous propose le programme le plus apte à vous mener à la réussite, quelle que soit votre définition du succès.



Nicole Ngoya
Étudiante de 2^e cycle
Maîtrise, sciences de
l'éducation/études de l'enfant
Responsable des diplômés-
BA (2001)

Un choix exceptionnel de programmes

Choisir l'un de nos 230 programmes de baccalauréat, de certificat, de diplôme de 2^e cycle, de maîtrise et de doctorat dans des domaines aussi diversifiés que les lettres et "sciences humaines, les sciences sociales, les sciences naturelles, la gestion, le génie, l'informatique ou les beaux-arts, c'est choisir une formation reconnue au pays comme à l'étranger.

Un choix unique

Choisir Concordia, c'est choisir une ambiance chaleureuse, des professeurs disponibles, des étudiants et étudiantes aux horizons multiples et une richesse culturelle sans égale.

Un choix pour l'avenir

Grâce à la générosité de milliers de donateurs dont bon nombre sont diplômés de Concordia, l'Université a entamé un plan d'investissement d'envergure afin de moderniser ses installations au cours des trois prochaines années. Elle offrira ainsi à ses étudiants et aux générations à venir des conditions d'apprentissage optimales dont on parlera d'un bout à l'autre du Canada.

Pour vous aider à choisir

Étudiants, parents, conseillers pédagogiques, vous voulez tous faire

le bon choix ou donner de bons conseils. Nous aussi. N'hésitez pas à communiquer avec nous.

Bien choisir pour bien réussir. Parlons-en ensemble.

Futurs étudiants! Journée d'information surf @ Concordia : le 1^{er} février 2003

au campus Sir George Williams (centre-ville).
Rencontre avec les représentants des facultés, les conseillers à l'admission. Vous pourrez même faire votre demande d'admission en ligne!
Tous les renseignements sur place.



UNIVERSITÉ
Concordia

On vous prépare pour le monde

www.concordia.ca

1455, boul. de Maisonneuve O., Montréal (Québec) H3G 1M8

Tél. : (514) 848-2668 • Téléc. : (514) 848-2621 • Site Internet : www.concordia.ca

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Corps professoral

La pénurie d'enseignants est une menace pour l'avenir du réseau universitaire

Un étudiant sur deux au cycle supérieur abandonne ses études pour des raisons financières

Trois ans déjà. Le 15 février 2000, le gouvernement québécois présentait sa politique à l'égard des universités, une première pour la société québécoise. Trois grandes orientations y étaient proposées afin que le milieu universitaire puisse continuer à se mesurer à ce qui se fait de mieux dans le monde: l'accessibilité aux études, l'amélioration de la performance et la consolidation de l'excellence de la recherche. Mais les résultats se font toujours attendre. Au nombre des récriminations, un renouvellement du corps professoral devenu si complexe qu'il menace la qualité même de l'enseignement et de la recherche dans les établissements universitaires.

LOUISE-MAUDE
RIOUX SOUCY
LE DEVOIR

Dans une étude publiée cet automne, l'Association des universités et collèges du Canada (AUCC) s'inquiétait du défi que représentera l'embauche de nouveaux professeurs pour les établissements universitaires au cours de la prochaine décennie. Avec 34 500 professeurs à temps plein en 2001, l'AUCC fixe à pas moins de 54 000 l'effectif à atteindre en 2011 pour suivre l'augmentation prévue des effectifs étudiants, qui devrait osciller entre 20 et 30 %. À ce nombre, l'AUCC ajoute jusqu'à 20 000 professeurs en raison des départs à la retraite et de l'érosion normale des effectifs.

Au Québec, ce n'est pas moins de 8000 à 10 000 postes qu'il faudra ainsi combler en dix ans. Des chiffres qui ne sont pas sans inquiéter la Fédération québécoise des professeurs et professeurs d'université (FQPPU) qui déplore l'alourdissement continu des tâches et le persistant manque de fonds des universités québécoises. «Il faut avant tout s'interroger sur les conditions qu'ont les universités pour faire des embauches, maintenir leurs professeurs en poste et les y retenir», explique Cécile Sabourin, vice-présidente de la FQPPU et professeure en Abitibi-Témiscamingue.

C'est qu'à force de gratter leurs fonds de tiroir, nos établissements sont en effet de moins en moins compétitifs sur les marchés universitaires, qu'ils soient canadiens ou mondiaux. «On manque de fonds. On s'était prononcé quand il y a eu la consultation sur le déséquilibre fiscal, et c'était vraiment un aspect fondamental qu'il y ait un meilleur financement de l'éducation et des transferts de points d'impôt», rappelle Mme Sabourin. Une demande pour laquelle la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) lutte également. «En ce moment, nos universités ne sont pas concurrentielles», confirme son président, Nicolas Brisson. Un sentiment que la Conférence des recteurs et principaux d'université du Québec (CREPUQ) endosse pleinement. «Pour les établissements québécois, les budgets sont serrés, ça c'est clair et net», tranche Guy Girard, responsable des systèmes d'information au CREPUQ. Les établissements s'entendent pour demander à tout le moins un financement global de l'institution universitaire à la hauteur des autres provinces canadiennes.

Mais au-delà du casse-tête économique qu'implique un processus d'embauche aussi massif, un autre défi, tout aussi important, se dessine. Où en effet trouvera-t-on les effectifs nécessaires pour remplir nos universités? La question a de quoi inquiéter lorsque l'on sait que, sur les quelque 4000 détenteurs de doctorat qui sortent bon an mal an de nos universités, 60 à 70 % se tournent vers le privé, quand ce n'est pas vers des universités américaines ou européennes qui n'hésitent pas à délier les cordons de leurs bourses pour les «voler».

«Le problème des pénuries de professeurs, c'est peut-être parce qu'on n'en forme pas assez», remarque avec justesse Nicolas Brisson. Sachant qu'un étudiant sur deux au cycle supérieur abandonne ses études pour des raisons financières, le phénomène a en effet de quoi laisser songeur. «Il faut s'assurer que les étudiants au cycle supérieur aient un meilleur soutien financier et qu'on mette en place des mesures pour assurer l'accessibilité», croit le président de la FEUQ.

La question de l'accessibilité dans ce dossier apparaît également fondamentale pour les professeurs, qui n'hésitent pas à militer en faveur de la gratuité scolaire. «À la FQPPU, nous soutenons une abolition des frais de scolarité», confirme Mme Sabourin. On trouve que c'est une avenue intéressante pour que ce soit une université vraiment accessible à tous ceux qui ont le talent et la volonté de faire des études, et qui permettrait éventuellement de préserver les exigences et la qualité de l'enseignement.» La FEUQ quant à elle reste prudente et se contente de militer pour le gel des frais de scolarité. «On ne pense pas qu'actuellement, en raison du sous-financement des universités, il soit réaliste de prétendre qu'on puisse abolir les frais de scolarité tout en maintenant la qualité de la formation», explique M. Brisson. Entre les deux, nous, on dit qu'il y a le gel.»

«On a des exigences de plus en plus pointues», remarque Cécile Sabourin. Évidemment, tous les domaines d'enseignement n'ont pas besoin de cette intensité au niveau du profil de recherche. On est là aussi pour faire de l'enseignement et offrir des services à la collectivité.»

Cette recherche de la performance a d'ailleurs eu des répercussions importantes sur les passe-relles qui mènent de chargé de cours à professeur. «Il y a certainement des chargés de cours qui deviennent professeurs, mais en ce moment, tel que c'est conçu, les passe-relles ne sont pas faciles», confirme Mme Sabourin. En augmentant de beaucoup les critères d'embauche, surtout autour des programmes de fonds ciblés, soit par des chaires ou de grands programmes de recherche, on ne donne pas l'accès à des personnes qui ont eu, pendant quelques années, un profil d'enseignant.»

Pour le CREPUQ cependant, ce débat n'a aucune valeur puisque que chargé de cours et professeur ne correspondent pas au même profil. «Lorsqu'un poste se libère, l'université ne regarde pas les chargés de cours de son département», proteste M. Girard. Celui qui a pris une charge de cours et s'en est tenu là n'a pas le même bagage que celui qui a poursuivi ses travaux, a publié et fait de la recherche.» D'autant plus que le succès des universités de demain passe aussi par leur internationalisation. «C'est la nature de la vie académique qui fait qu'il y a un effet d'engouement pour ceux qui vont pouvoir piloter des projets de recherche, stimuler les étudiants et mettre l'université sur la carte.»

«On a des exigences de plus en plus pointues», remarque Cécile Sabourin. Évidemment, tous les domaines d'enseignement n'ont pas besoin de cette intensité au niveau du profil de recherche. On est là aussi pour faire de l'enseignement et offrir des services à la collectivité.»

Cette recherche de la performance a d'ailleurs eu des répercussions importantes sur les passe-relles qui mènent de chargé de cours à professeur. «Il y a certainement des chargés de cours qui deviennent professeurs, mais en ce moment, tel que c'est conçu, les passe-relles ne sont pas faciles», confirme Mme Sabourin. En augmentant de beaucoup les critères d'embauche, surtout autour des programmes de fonds ciblés, soit par des chaires ou de grands programmes de recherche, on ne donne pas l'accès à des personnes qui ont eu, pendant quelques années, un profil d'enseignant.»

Pour le CREPUQ cependant, ce débat n'a aucune valeur puisque que chargé de cours et professeur ne correspondent pas au même profil. «Lorsqu'un poste se libère, l'université ne regarde pas les chargés de cours de son département», proteste M. Girard. Celui qui a pris une charge de cours et s'en est tenu là n'a pas le même bagage que celui qui a poursuivi ses travaux, a publié et fait de la recherche.» D'autant plus que le succès des universités de demain passe aussi par leur internationalisation. «C'est la nature de la vie académique qui fait qu'il y a un effet d'engouement pour ceux qui vont pouvoir piloter des projets de recherche, stimuler les étudiants et mettre l'université sur la carte.»

Une concurrence de plus en plus en vive

Cette rareté, doublée d'un financement serré, n'est pas sans susciter également une certaine concurrence entre les universités là où auparavant régnait un bel esprit de coopération. En effet, en instaurant le financement à 100 % de la variation de l'effectif étudiant et la prime à la diplomation, le gouvernement a ouvert la voie à une concurrence plus vive que jamais. Une lutte que le gouvernement fédéral a exacerbée en 2000 avec son projet d'octroyer 2000 chaires de recherche en cinq ans. Une initiative qu'a contestée la FQPPU. «En fait, pour nous, ça [le programme des chaires] pose problème parce que ça ne nous permet pas de soutenir un renouvellement à partir des fonds propres des universités», explique Mme Sabourin. C'est seulement sur des projets particuliers.»

Cette course à la clientèle a également poussé les universités à diversifier et intensifier leurs moyens

de recrutement. «Les universités dépendent de plus en plus d'argent pour faire leur promotion», déplore le président de la FEUQ. Une tendance qui n'est pas sans danger, croit également la vice-présidente de la FQPPU. «Une université, c'est une institution fondamentale pour une société. Avec les tendances politiques actuelles, on a l'impression qu'on veut l'instrumentaliser au service d'une partie de la société, la société marchande, et ça nous apparaît tout à fait inquiétant pour le développement de la société elle-même.»

Pour les deux organisations, il est inadmissible qu'une partie des fonds publics soit investie ailleurs que dans les services de base des universités. «Les universités refusent souvent de livrer des chiffres qui feraient en sorte qu'ils dévoileraient leur stratégie, ce qui pourrait entraîner une surenchère. Mais, pour nous, c'est un manque de transparence qui est inacceptable», croit Nicolas Brisson. Il faut revoir l'imputabilité des universités, qui doit être plus large.»

Maîtrise en muséologie

Programme conjoint
Université du Québec à Montréal et
Université de Montréal

- Assure une formation permettant de travailler dans une grande variété de musées (art, ethnologie, sciences), d'organismes ou de services culturels.

- Offre une connaissance approfondie du fonctionnement des musées et l'occasion d'acquérir les compétences nécessaires pour y travailler.

- Entretient des collaborations étroites tant avec les musées étrangers qu'avec les musées canadiens et permet d'établir avec eux des relations privilégiées.

- Accueille des étudiants de formations de 1^{er} cycle diverses : biologie, histoire, histoire de l'art, économie, tourisme, arts plastiques, architecture, géographie, éducation, psychologie, ethnologie, droit, etc.

- Permet la poursuite d'études de troisième cycle dans une grande variété de programmes.

Condition d'admission : être titulaire d'un baccalauréat ou d'une formation jugée équivalente.

Date limite de dépôt d'une demande d'admission pour l'automne 2003 : 1^{er} mars 2003.

Pour information ou pour obtenir un formulaire d'admission
UQAM : (514) 987-8506; télécopieur : (514) 987-3243
Courriel : martel-beauchemin.francine@uqam.ca
Web : www.regis.uqam.ca

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL : (514) 343-7351; télécopieur : (514) 343-2314
Courriel : museologie@fes.umontreal.ca
Web : www.fes.umontreal.ca/museologie

UQAM
Université du Québec à Montréal

Université
de Montréal

HEC MONTRÉAL

Innové en recherche.
Innové en enseignement.
Innové en entreprise.



Concrètement, les recherches menées à HEC Montréal portent fruit. En repoussant constamment les frontières du savoir, elles permettent d'enrichir l'enseignement et d'améliorer les pratiques de gestion.

Chaires lancées en 2002

- Chaire de commerce électronique RBC Groupe Financier;
- Chaire de gestion des arts Carmelle et Rémi-Marcoux;
- Chaire de gestion stratégique des technologies de l'information;
- Chaire de gouvernance et juricomptabilité;
- Chaire de management stratégique international Walter-J.-Somers.

Au total, 13 chaires et 23 centres et groupes de recherche.

www.hec.ca/recherche recherche.info@hec.ca

HEC Montréal
3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Montréal (Québec) H3T 2A7
Téléphone : (514) 340-6256



Je suis un visionnaire.

Je veux promouvoir mes idées. Je veux faire avancer les connaissances. Je veux atteindre mes objectifs et inventer ma carrière. L'Université Laval m'offre le meilleur environnement d'études et de recherche.

Première université francophone en Amérique | Parmi les 10 plus grandes universités de recherche au Canada | Plus de 225 chaires, instituts, centres et groupes de recherche | Plus de 1100 chercheurs | Environ 170 programmes de formation aux 2^e et 3^e cycles dont plusieurs avec Profil international | 230 millions de dollars en fonds de recherche | Bourses, stages, programme études-travail et soutien financier à la réussite

Faites des études de 2^e et de 3^e cycle

Le monde s'ouvre à vous. Jusqu'où irez-vous? À vous de choisir.

www.ulaval.ca

UNIVERSITÉ
LAVAL
Aujourd'hui Québec, demain le monde

• ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR •

École des sciences de la gestion de l'UQAM

Une compétence reconnue à l'échelle internationale

Les programmes de MBA pour cadres sont présentement offerts dans 18 pays

Le monde est devenu un village, dit-on. Et — mondialisation oblige — les économies se rapprochent et s'entremêlent. L'intérêt pour le commerce international va donc grandissant, et de plus en plus d'étudiants s'intéressent aux domaines de la gestion et de l'économie internationales. L'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) l'a compris.

PIERRE VALLÉE

Depuis quelques années déjà, l'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal a pris le virage international. Non seulement l'École offre-t-elle aux étudiants qui le désirent des programmes d'études qui comportent un volet international, mais elle a su aussi, au fil des ans, tisser d'importants liens avec la communauté internationale.

« Nous avons développé des liens de collaboration d'abord avec la communauté francophone internationale, en Europe évidemment, mais aussi avec les pays du Maghreb, notamment le Maroc et la Tunisie, explique Jean Ducharme, doyen de l'École des sciences de la gestion. Mais nous sommes présents ailleurs dans le monde, par exemple, en Amérique latine et en Amérique du Sud. Environ 40 de nos 220 professeurs parlent couramment espagnol. »

Une vaste choix de programmes et de cours

Les programmes des sciences de la gestion comprenant un volet international se trouvent à tous les cycles d'études. Au premier cycle, tous les baccalauréats, qu'ils soient en administration, en

sciences comptables, en comptabilité de management, en économie, en gestion des ressources humaines ou en gestion de tourisme et d'hôtellerie, offrent la possibilité de se spécialiser en gestion et en économie internationales. On offre aussi un baccalauréat en urbanisme relatif au développement et à l'internationalisation des grandes villes, et un certificat en commerce international.

« Environ 40 de nos 220 professeurs parlent couramment espagnol »

Le deuxième cycle est celui de la maîtrise en administration des affaires (MBA). « L'étudiant peut alors choisir comme champ de recherche une thématique internationale, souvent en gestion comparée. » On offre aussi des maîtrises en gestion de projet, en économique, en sciences comptables et en études urbaines qui possèdent toutes une orientation internationale.

Au troisième cycle, on offre trois doctorats: en administration, dont le champ de recherche est la gestion internationale; en économique, dont le champ de recherche est l'économie mondiale; et en études urbaines, dont l'un des axes de recherche consiste à étudier les phénomènes urbains dans le développement international.

Ces programmes d'études s'adressent d'abord aux étu-

dants québécois, mais ils sont aussi accessibles aux étudiants étrangers qui désirent entreprendre des études supérieures au Québec. Selon Jean Ducharme, les étudiants qui choisissent ce profil d'études se divisent en deux groupes à peu près égaux. Il y a ceux qui aspirent à travailler pour des entreprises multinationales ou des organismes internationaux, et il y a ceux qui désirent travailler pour une PME québécoise dans le domaine du développement des marchés internationaux.

Un MBA populaire et aussi... exportable

De l'aveu de Jean Ducharme, le programme d'études le plus populaire à l'École des sciences de la gestion est la maîtrise en administration des affaires à l'intention des cadres. Le MBA pour cadres est exactement ce que son nom indique: un programme de MBA qui s'adresse aux cadres qui se trouvent déjà sur le marché du travail et désirent compléter une maîtrise.

« Nous avons conçu ce programme en tenant compte de la réalité du marché de l'emploi. C'est un enseignement à temps partiel, adapté à la disponibilité dont disposent les cadres en exercice. Les cours sont intensifs et se donnent une fois par mois, du vendredi au dimanche. » Il est aussi possible de mettre sur pied ce MBA pour des groupes de cadres provenant d'une même entreprise.

Mais ce qui surprend, c'est que ce MBA pour cadres est aussi exportable. Les programmes de MBA pour cadres sont présentement offerts dans 18 pays, en partenariat avec une vingtaine d'institutions se trouvant aux Antilles et aux Ca-

raïbes, en Asie, en Amérique latine et en Amérique du Sud, en Europe et au Moyen-Orient.

« Nous contrôlons le contenu du cours, tout en tenant compte des modalités régionales lorsqu'il y a lieu, et ce sont nos professeurs qui dispensent l'enseignement. » Il va de soi que les cours sont intensifs, et les séjours des professeurs dépassent rarement plus de deux semaines à la fois.

Présence internationale

En plus du MBA pour cadres, l'École des sciences de la gestion de l'UQAM offre à l'étranger un baccalauréat en administration des affaires qui se donne à l'Institut des hautes études commerciales et informatiques (HECI) à Casablanca au Maroc, ainsi qu'un baccalauréat en gestion du tourisme et de l'hôtellerie qui se donne à la Swiss International University de Martigny, en Suisse.

De plus, les professeurs de l'École des sciences de la gestion collaborent à des projets de coopération internationale, en particulier dans les domaines du développement et du renforcement institutionnels. « Nous participons entre autres à des projets au Vietnam et au Honduras. »

Grâce à de multiples protocoles d'entente avec des institutions étrangères, l'étudiant inscrit à l'École des sciences de la gestion a la possibilité de faire une partie de ses études à l'étranger. Il peut donc commencer ses études à Montréal et les pour-

suivre à Paris ou à Sao Paulo. « Nous disposons de toutes les ressources, financières ou autres, pour faire un succès de ce projet. »

Si les étudiants ne profitent pas assez de cette option, c'est parce que d'autres raisons les freinent. Parfois, c'est la peur du déracinement, parfois, c'est la barrière de la langue. « De plus, comme la plupart des étudiants universitaires ont aussi un travail, plusieurs craignent de ne pas retrouver leur emploi au retour. »

L'École des sciences de la gestion s'efforce aussi d'attirer des professeurs étrangers afin qu'ils viennent séjourner ici. Il peut s'agir d'un professeur visiteur qui dispensera quelques cours, ou encore d'un professeur en année sabbatique qui vient réaliser à l'UQAM une partie de sa recherche.

« C'est maintenant une priorité. Nous allons déployer des efforts considérables en ce sens au cours des deux prochaines années afin de multiplier par cinq le nombre de professeurs qui séjournent chez nous. Leur présence représente une valeur ajoutée pour tous. »

Selon Jean Ducharme, la capacité qu'a l'École des sciences de la gestion à se positionner sur le plan international porte maintenant ses fruits. En effet, la Fondation européenne de management lui a attribué son label de qualité EQUIS (European Quality Improvement System). « Notre compétence est reconnue à l'échelle internationale. »

Université de Sherbrooke à Longueuil

Une antenne métropolitaine pour l'institution estrienne

Ils sont 10 000 à fréquenter le campus de la Rive-Sud

Pionnière de l'enseignement universitaire à Longueuil, l'Université de Sherbrooke se veut un partenaire actif de la société civile tout en conservant la liberté de son corps professoral. Un sondage du *Globe and Mail* a reconnu ses efforts en l'établissant la meilleure université francophone au Canada. D'autres institutions ont remarqué aussi l'intérêt de s'établir sur la Rive-Sud: Trois-Rivières y ouvrira aussi bientôt un campus.

DENIS LORD

Peut-on encore ignorer la présence de l'Université de Sherbrooke à Longueuil depuis que l'unique station de métro sur la Rive-Sud a été rebaptisée « Longueuil-Université de Sherbrooke »? Étonnante à première vue, l'ouverture d'un campus à Longueuil, il y a une quinzaine d'années, s'inscrit néanmoins dans la philosophie de l'institution estrienne. « L'Université de Sherbrooke est jeune, précise Jacques Viens, directeur des communications. Avant sa création, deux modèles prévalaient: le premier, axé sur le marché du travail, alors que les institutions universitaires servent à former des diplômés en fonction de ses besoins; le second, à l'opposé,

VOIR PAGE G 7: SHERBROOKE

POUR SOULIGNER le quarantième anniversaire du rapport Parent

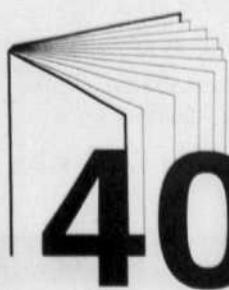
SEMAINE D'ACTIVITÉS ET GRAND COLLOQUE SCIENTIFIQUE DU 31 MARS AU 4 AVRIL 2003

organisés par la Faculté d'éducation de l'Université du Québec à Montréal

Au programme :

- La grande réforme de l'éducation des années 1960, la création du Ministère, du réseau des cégeps et de l'Université du Québec.
- La place de l'école dans la société.
- La formation des maîtres et l'éducation des adultes.
- Le rôle des facultés d'éducation et du Conseil supérieur de l'éducation.
- La contribution des parents, des enseignants et des étudiants.
- Les grands courants et les perspectives en éducation, ici et à l'échelle internationale.

Cet événement, qui réunira de nombreux experts et acteurs du milieu de l'éducation d'ici et d'ailleurs, aura lieu en présence du ministre de l'Éducation, M. Sylvain Simard.



40 ans APRÈS LE rapport Parent
RÉALISATIONS ET PROSPECTIVE

UQAM

Renseignements
Faculté d'éducation
40ansRapportParent@uqam.ca
(514) 987-3000, poste 2373

Université de Montréal

Allez savoir.

Des programmes dans la majorité des domaines.

Admission au trimestre d'automne :
1^{er} cycle - 1^{er} mars
2^e et 3^e cycle - en cours

Après cette date, on peut encore présenter une demande dans certains programmes.
Faites votre demande sur le Web — www.umontreal.ca
514.343.7076 (1^{er} cycle) — 514.343.6426 (2^e et 3^e cycle)

• ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR •

SHERBROOKE

SUITE DE LA PAGE G 6

turné vers l'acquisition de savoirs, par-delà les nécessités de la société. Sherbrooke propose une troisième voie, qui se veut une synthèse des deux précédentes. C'est peut-être la jeunesse de Sherbrooke et son positionnement particulier à l'extérieur des grands centres qui l'a amenée à développer une philosophie différente, basée sur le partenariat, l'ouverture vers le monde. « Nous avons toujours cherché à faire les choses de manière différente », soutient Bruno-Marie Béchard qui, à 36 ans, est devenu le plus jeune recteur de l'histoire universitaire québécoise. Nous avons été la première université à mettre en place un système coopératif, basé sur l'alternance études-travail. » En administration par exemple, après leur 1^{re} année, les étudiants alternent sessions de stages et d'études. M. Béchard cite une étude du *Globe and Mail* basée sur l'appréciation exprimée par les étudiants universitaires canadiens. Selon ceux-ci, l'Université de Sherbrooke serait la meilleure université francophone au Canada et la 3^e au pays. Parmi les motifs cités: le régime coopératif de stages et la qualité de notre infrastructure technologique.

À 36 ans, Bruno-Marie Béchard est devenu le plus jeune recteur de l'histoire universitaire québécoise

Un campus qui répond aux besoins de la population

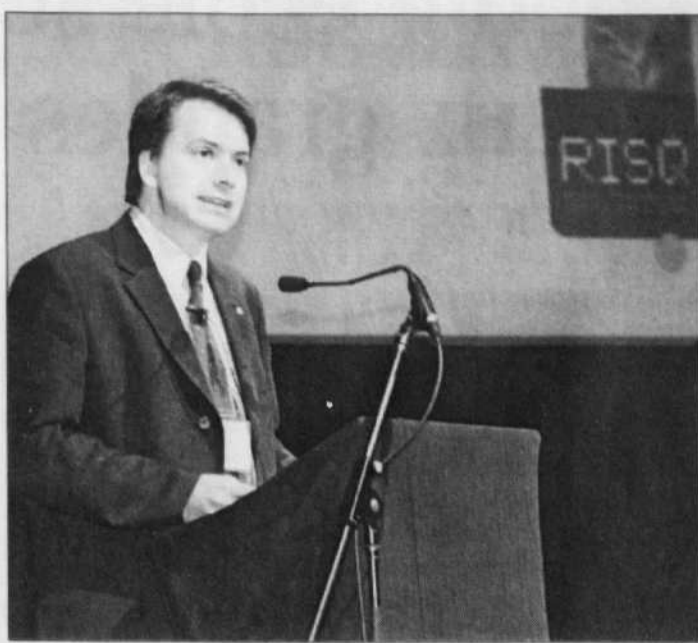
Il y a plus de 15 ans, la ville de Longueuil cherchait à implanter une université sur son territoire, principalement pour ceux et celles qui désiraient poursuivre leurs études tout en continuant à travailler. Devant le refus des institutions montréalaises, Longueuil s'est alors adressée à l'Université de Sherbrooke, qui était déjà présente en Montérégie depuis un quart de siècle, notamment à Granby et Saint-Jean-sur-Richelieu. Avant-gardisme? Depuis, la plupart des universités montréalaises se sont implantées à Longueuil, l'UQTR y sera aussi bientôt.

« Au départ, spécifie Bruno-Marie Béchard, c'était surtout de la formation continue. Ainsi, en 1989, le campus de Longueuil offrait un MBA en français pour cadres en exercice, une première au Canada. Aujourd'hui, nous offrons aussi des cours dans neuf facultés aux 2^e et 3^e cycles. L'essentiel de notre clientèle à temps plein se situe au niveau du bac, principalement en sciences infirmières, avec la participation des neuf cégeps de la Montérégie. Nous n'exportons pas nos programmes tels quels, nous répondons aux besoins exprimés par le milieu. Il y a un protocole de collaboration

avec l'UQAM pour éviter le redoublement des cours. D'un commun accord, c'est au professeur le plus qualifié des deux institutions qu'échoit la tâche de l'enseignement. Les chargés de cours travaillent conjointement pour l'UQAM et Sherbrooke. »

Le campus de Longueuil est situé au complexe Saint-Charles, tout près du métro. Il est fréquenté par 10 000 personnes, étudiants et personnel. Douze mille des 85 000 diplômés de l'Université de Sherbrooke en sont issus, une proportion considérable compte tenu de sa relative jeunesse.

Fidèle à sa philosophie de coopération, Sherbrooke, par le biais de Longueuil, a initié de nombreuses collaborations avec le milieu: activités de recherche conjointes avec plus de 150 entreprises, organismes et institutions, parmi lesquels l'Hôpital Charles-Lemoyne; placement de stagiaires dans 1200 entreprises; création d'un pôle universitaire montréalais pour défendre les intérêts communs, etc. Parallèlement à ces activités impliquant le campus de Longueuil, l'université estrienne a joué un rôle de premier plan dans la création du Consortium de recherche et d'innovation en aérospatiale du Québec (CRIAQ) inauguré le 20 janvier dernier. Au siège social du CRIAQ, situé dans l'est de l'île de Montréal, les sept institutions universitaires actives en aérospatiale se sont liées, avec l'aide financière du gouvernement québécois, à des joueurs majeurs de l'industrie comme Pratt et Whitney,



SOURCE UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

« Nous avons toujours cherché à faire les choses de manière différente », explique Bruno-Marie Béchard, recteur de l'Université de Sherbrooke.

Bell Hélicoptères et Bombardier pour des activités de recherche.

Interfécondation

Loin de tout confinement au régionalisme, le recteur de l'Université de Sherbrooke entend tisser des liens dans de nombreux secteurs de la société québécoise. Ingénieur de formation, M. Béchard fait partie de la Société de développement économique de Longueuil

et du conseil d'administration de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain. « La synergie université-entreprises interconnecte et interféconde les secteurs académique, privé, public et parapublic. En débridant l'innovation, l'interaction permet d'accroître le leadership national et la compétitivité internationale. D'ailleurs, le recrutement de personnel hautement qualifié est devenu un enjeu majeur pour l'indus-

trie et les institutions. Les universités doivent tirer leur épingle du jeu dans la société du savoir. Il faut se rapprocher de la communauté des affaires, mais aussi des communautés religieuses et culturelles. »

M. Béchard considère que c'est une grande richesse pour le Grand Montréal métropolitain que de pouvoir compter sur les spécificités offertes par l'Université de Sherbrooke « apprenante et entreprenante ». Il croit profondément que l'avenir du Québec est lié aux relations qu'entretiendront entre elles ses composantes géographiques: « Le succès des régions passe par Montréal, mais le contraire est tout aussi vrai. Il faut stimuler les intervenants socioéconomiques à s'ouvrir sur ce qui se passe en région. »

Autre avenue explorée: la création d'un pôle universitaire métropolitain. « Cette forme de collaboration est très répandue en Europe, de dire M. Béchard. Elle peut prendre plusieurs visages. À Sherbrooke par exemple, nous avons des stratégies communes avec les autres institutions universitaires locales pour défendre des dossiers devant les municipalités ou le gouvernement. Le pôle montréalais est d'une nature plus intime: nous cohabitons au niveau des cours, nous partageons des infrastructures. La création d'un pôle métropolitain reste encore à faire, mais nous répondons favorablement à l'invitation du recteur de l'UQAM, Rock Denis, à développer une collaboration fructueuse. »

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

UQTR

Nos études de cycles supérieurs

MAÎTRISES

Biophysique et biologie cellulaires
Chimie
Éducation
Études littéraires
Études québécoises
Génie électrique
Génie industriel
Gestion de projet
Gestion des PME et de leur environnement
Loisir, culture et tourisme
Mathématiques et informatique appliquées
Philosophie
Physique
Psychoéducation
Sciences de l'activité physique
Sciences de l'énergie et des matériaux
Sciences de l'environnement
Sciences des pâtes et papiers
Sciences infirmières

DOCTORATS

Administration
Biophysique et biologie cellulaires
Éducation
Lettres
Études québécoises
Génie électrique
Génie papetier
Philosophie
Psychologie
Sciences de l'énergie et des matériaux
Sciences de l'environnement



WWW.UQTR.CA (819) 376-5011 ou 1-800-365-0922

Un défi à votre mesure
Des études de 2^e ou de 3^e cycle à l'Université du Québec à Rimouski

- plus de 30 programmes de 2^e et de 3^e cycles :
 - études littéraires, éthique, pratiques psychosociales
 - développement régional
 - gestion de projet*, administration des affaires (MBA)*
 - gestion des personnes en milieu de travail
 - océanographie, gestion des ressources maritimes
 - ingénierie
 - gestion de la faune et de ses habitats, sciences de l'environnement
 - sciences de l'éducation*
 - sciences infirmières
- plusieurs programmes de bourses et d'aide financière
 - des bourses d'accueil à tous les nouveaux étudiants à la maîtrise qui satisfont aux critères de ce programme de bourses
- un environnement exceptionnel pour la recherche
 - l'Institut des sciences de la mer, cinq chaires de recherche et de nombreux laboratoires

* Les programmes de maîtrise en éducation, en éthique, en gestion de projet et en administration des affaires (MBA) sont aussi offerts au Campus de Lévis.

Renseignements

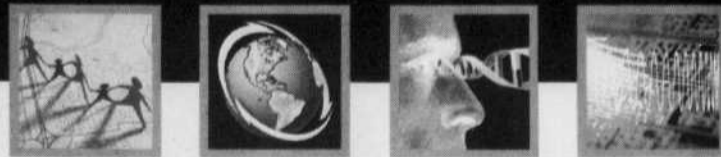
Rimouski : uqar@uqar.qc.ca ou 1 800 511-3382, poste 1433
Lévis : campus_levis@uqar.qc.ca ou 1 800 463-4712, poste 234

Pour revenir à l'essentiel :
L'ENSEIGNEMENT

- Refusons la reddition de comptes
- Revendiquons un allègement de la tâche
- Défendons l'autonomie professionnelle



Fédération autonome du collégial
www.lafac.qc.ca

La science en ACTION pour un monde en ÉVOLUTION
INRS

La formation en prise directe avec le monde

- Des programmes d'études thématiques: collaborations privilégiées avec le milieu.
- Un programme de soutien financier attrayant: bourses de l'INRS.
- Une formation adaptée au marché: taux de placement très élevé.

Les études de 2^e et de 3^e cycle à l'INRS

- sciences de l'eau
- sciences de la terre
- sciences de l'énergie et des matériaux
- télécommunications
- sciences biomédicales
- études urbaines
- démographie

Séminaires, stages et études postdoctorales aussi offerts.

Université du Québec
Institut national de la recherche scientifique

Téléphone: (418) 654-2500 Sans frais: 1 877 326-5762 www.inrs.quebec.ca

www.uqar.qc.ca

Université du Québec à Rimouski

• ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR •

Le RISQ à la conquête du Québec

La petite école se voit ouvrir l'accès aux grandes bibliothèques

La priorité du réseau demeure le secteur de la recherche universitaire

Le Réseau d'information scientifique du Québec (RISQ) finissait en 2002 de relier par larges bandes passantes tous les cégeps et les universités, offrant aux établissements d'enseignement supérieur québécois des infrastructures et des services de télécommunication à la fine pointe de la technologie. Les membres de ce réseau coopératif commencent déjà à élaborer des projets d'envergure grâce au système et le RISQ, devant la réussite de ses premiers objectifs, est prêt à relever de nouveaux défis, comme celui de desservir l'ensemble des commissions scolaires. Le point sur un réseau en pleine expansion.

GENEVIÈVE
OTIS-DIONNE
LE DEVOIR

«Le RISQ est dans une très forte phase de croissance. La première phase de croissance est pratiquement réussie et complétée — celle de relier tous les cégeps. La prochaine phase, ce sont les commissions scolaires», déclare le président du conseil d'administration du RISQ et recteur de l'Université de Sherbrooke, Bruno-Marie Béchard.

Le RISQ raccorde déjà quatre commissions scolaires à son Intranet et souhaite maintenant offrir ses services aux 68 commissions restantes. Grâce au programme «Villages branchés» du gouvernement québécois, dont l'objectif est de connecter les commissions scolaires et les municipalités éloignées des grands centres urbains à un réseau de fibre optique, les fonds requis pour un tel projet sont disponibles.

«Les commissions scolaires ont le choix de se brancher ou non au RISQ, précisait toutefois le vice-président exploitation du RISQ, Jean-Pierre Beaumier. Mais on rencontre beaucoup de personnes des milieux scolaires et je peux dire

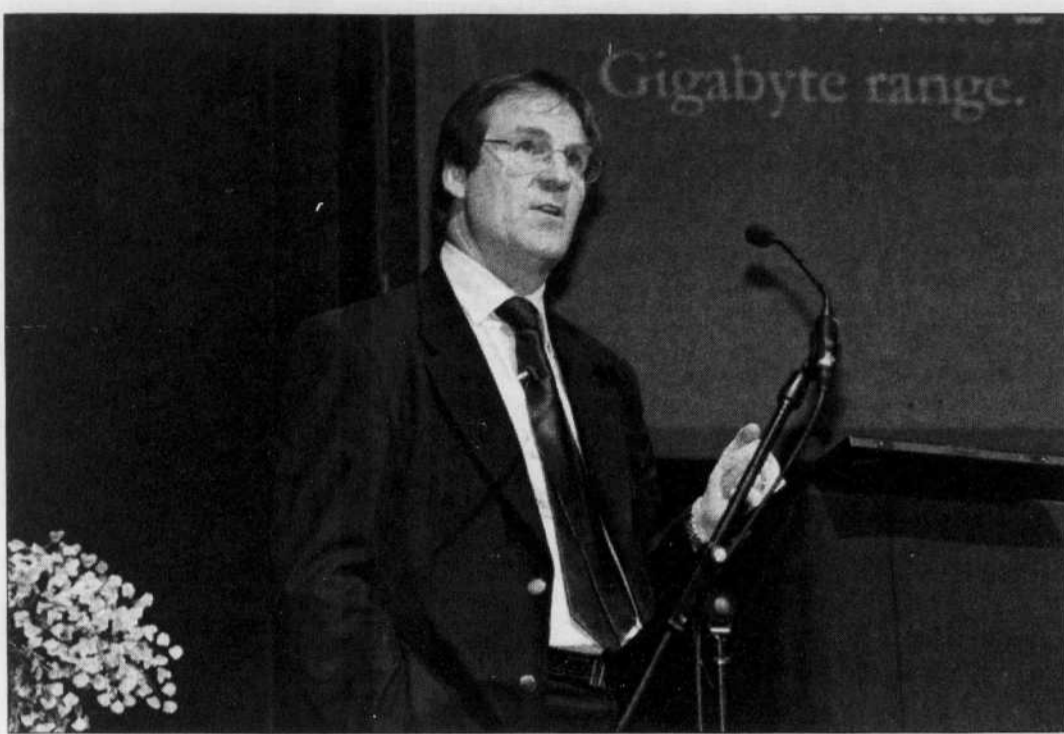
qu'elles sont très intéressées à se brancher au réseau.»

Avec 4500 km de fibres optiques déjà déployées à la grandeur du Québec pour relier les cégeps et les universités, «seulement 700 km de plus sont nécessaires pour raccorder les 72 commissions scolaires au réseau», affirme M. Beaumier. Selon lui, «servir les commissions scolaires n'est pas problématique pour le RISQ et on attend seulement que celles-ci viennent nous voir pour commencer les branchements».

Au service de la recherche

Malgré cette importante croissance, M. Béchard souligne que «la vocation fondamentale du RISQ, c'est de servir la recherche universitaire, et il ne faut surtout pas perdre de vue cette première orientation». A cet égard, le RISQ veut établir sous peu un comité consultatif composé de chercheurs universitaires.

«Je veux constituer ce comité à partir des chercheurs phares qui sont dans nos institutions, explique le recteur. Ceux et celles qui font une recherche poussée sur les technologies de l'information, ou qui sont de grands consommateurs de celles-ci. Ces gens-là vont



SOURCE RISQ

Pour le Dr Alan Evans, professeur à l'Institut neurologique de Montréal de l'université McGill, «Montréal est vraiment en train de devenir un centre international de recherche pour l'imagerie par résonance magnétique», et ce, en partie grâce au RISQ.

éclairer le RISQ dans ses développements, autant par leurs compétences technologiques que par leurs besoins en la matière.»

M. Béchard désire également étendre les services du RISQ aux professeurs de médecine. «Le RISQ dessert toute la communauté d'enseignement supérieur, tant dans ses fonctions de recherche que d'enseignement, à une exception près: le corps professoral de médecine et les étudiants de ce secteur. Actuellement, poursuit le recteur, les professeurs et leurs activités de recherche se trouvent coincés dans le RTSS [Réseau de télécommunication socio-sanitaire].

Le RTSS, qui résulte d'un partenariat privé-public, a une exclusivité consentie par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour desservir en réseautique les institutions de santé et les professeurs de médecine. Le RISQ ne veut pas remplacer le RTSS dans les hôpitaux et les services sociaux, mais plutôt fournir aux professeurs de médecine un outil de qualité pour effectuer leurs recherches, indique M. Béchard.

«S'il y a un domaine qui consomme et exige particulièrement d'avancées technologiques en termes de réseautique, c'est bien la médecine.» Selon M. Béchard, le RTSS ne peut supporter adéquatement la recherche qui se développe dans certains secteurs de la santé, comme l'imagerie médicale, la télémedecine et d'autres applications avancées. Tout en respectant les besoins de confi-

dentialité des chercheurs, le RISQ veut «offrir le réseau le plus performant du Québec» aux professeurs de médecine.

Des applications concrètes

Le Dr Alan Evans, professeur à l'Institut neurologique de Montréal de l'université McGill, a déjà fait le saut vers le RISQ et élabore actuellement des projets de recherche en collaboration avec des chercheurs de différentes universités québécoises. Le Dr Evans étudie la neuro-anatomie du cerveau humain en cartographiant le cerveau grâce à l'imagerie par résonance magnétique, qui permet de produire des images tridimensionnelles de l'anatomie cérébrale. En effectuant différents tests psychologiques, le Dr Evans peut voir quelle partie du cerveau répond au toucher, au goût, à la mémoire, au langage ou à l'attention.

«On étudie les cerveaux qui vont bien, mais aussi ceux qui ont des problèmes psychiatriques comme la schizophrénie, ou des problèmes neurologiques comme le parkinson», explique le Dr Evans. On compare les cerveaux qui ont le parkinson avec ceux qui ne l'ont pas. Avec la comparaison, on peut faire une carte tridimensionnelle et voir quelle partie du cerveau est affectée par la maladie.»

Pour effectuer ses recherches, le Dr Evans utilise des ordinateurs très puissants et échange des données avec des centres de recherche partout dans le mon-

de. «En travaillant avec les gens du RISQ et grâce à leur expérience de l'Internet, nous allons vraiment pouvoir développer notre recherche au niveau international. Montréal est vraiment en train de devenir un centre international de recherche pour l'imagerie par résonance magnétique», se réjouit M. Evans.

Le meilleur réseau au monde

Selon lui, «le Québec a le meilleur réseau Internet de télécommunication pour la recherche au monde» et il compte bien l'exploiter au maximum. Des projets de recherche sont déjà en route avec l'Université de Chicoutimi et l'Université de Montréal. «À l'Université de Montréal, il y a plusieurs scientifiques dans le Centre de recherche en mathématiques. Ces gens sont d'excellents mathématiciens et statisticiens, mais ils n'ont pas de données pour travailler. Nous, nous en avons tellement que nous ne savons plus quoi en faire! Ils peuvent donc essayer de nouvelles techniques d'analyse avec toutes les données que nous avons.»

Mais pour échanger toutes ces données et travailler en collaboration dans le domaine de l'imagerie par résonance magnétique, il faut un réseau Internet qui soit développé et fiable. «Le RISQ nous fournit l'infrastructure qui nous est nécessaire pour communiquer entre nous», mentionne le Dr Evans. Avec le réseau, les chercheurs peuvent opérer à distance des logi-

ciels de données très riches, échanger des images en trois dimensions et interagir directement avec la vidéoconférence.

Une bibliothèque virtuelle

Les possibilités qu'offrent le RISQ attirent également les bibliothèques universitaires québécoises, qui désirent elles aussi prendre leur place dans l'univers virtuel. Le Comité des bibliothèques de la CREPUQ (Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec), qui regroupe toutes les bibliothèques universitaires du Québec, est en train d'élaborer un projet de «Bibliothèque virtuelle de recherche québécoise» (BVRQ).

«Ça fait 35 ans que les bibliothèques universitaires travaillent ensemble dans différents projets. Dernièrement, on s'est beaucoup penché en commun sur des ressources électroniques pour nos bibliothèques, déclare la présidente du groupe de travail sur la BVRQ et la directrice du service de bibliothèque de l'Université de Sherbrooke, Sylvie Belzile. On a négocié en groupe des licences pour une quarantaine de produits, comme des périodiques électroniques ou des banques de données.»

«On a beaucoup travaillé sur le contenu et la prochaine étape, c'est de créer une infrastructure pour nous permettre de faire la gestion de ces produits que nous avons en commun, et le RISQ nous offre cette possibilité.» Mme Belzile souhaite que toutes les universités québécoises partagent leurs banques de données, leurs périodiques électroniques et leurs livres pour offrir aux professeurs et aux étudiants une mer d'informations.

Elle note cependant que le système doit être bien structuré pour fonctionner et le groupe de recherche étudie «ce qu'il faut en termes d'infrastructure technologique et de ressources financières, matérielles et humaines pour avoir une telle bibliothèque.»


Mme Belzile précise que «les bibliothèques garderaient leur autonomie, mais la technologie nous permet maintenant de faire des liens, des recherches dans plusieurs catalogues. Ce qui est intéressant, c'est de regrouper des banques de données, des outils, sur un serveur central.»

D'après elle, la BVRQ «s'inscrit à l'intérieur d'un environnement virtuel d'apprentissage que les universités développent déjà, comme les portails de services académiques où les étudiants vont consulter leurs notes ou leurs plans de cours. La bibliothèque virtuelle est un autre outil pour les étudiants et les professeurs qui s'ajoute à cet environnement.»



SOURCE RISQ

Les possibilités qu'offre le RISQ attirent les bibliothèques universitaires québécoises, qui désirent elles aussi prendre leur place dans l'univers virtuel, selon Sylvie Belzile, la présidente du groupe de travail sur la Bibliothèque virtuelle de recherche québécoise (BVRQ).



libre³

Libre de participer à des échanges internationaux
Libre d'appartenir à la plus importante université bilingue en Amérique du Nord
Libre de combiner plusieurs disciplines d'études

Université d'Ottawa
1.877.uottawa www.3.uottawa.ca

SOIRÉE D'INFORMATION

pour les élèves de 5^e secondaire

mercredi 5 février
de 17 h à 20 h

Des responsables d'admission, des conseillers, des profs et des étudiants seront sur place pour échanger avec vous et répondre à vos questions!

PROGRAMMES

- Arts et Lettres
- Programme intégré en Sciences, Lettres et Arts
- Sciences de la nature
- Sciences humaines
- Techniques de comptabilité et de gestion
- Techniques de l'informatique
- Techniques de Soins Infirmiers

Créez la chance de gagner un abonnement Internet gratuit pour six mois!

Pavillon Ignace-Bourget
10500, avenue de Bois-de-Boulogne, Montréal
(514) 332-3000, poste 204
<http://www.bdeb.qc.ca>

Collège de Bois-de-Boulogne

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Ressources universitaires

Les frais de scolarité sont-ils une taxe déguisée?

Étudiants et recteurs s'entendent pour dire que le réseau a un financement public insuffisant

L'ancien recteur de l'université McGill, Bernard Shapiro, a lancé un pavé dans la mare universitaire, avant de retourner à l'enseignement en décembre, en recommandant d'augmenter les frais de scolarité au niveau de la moyenne canadienne. Après une hausse au début des années 1990, les droits de scolarité sont gelés depuis 1994. Le gouvernement du Parti québécois a bien jonglé avec l'idée d'un dégel en 1996, mais les mobilisations étudiantes l'en ont vite dissuadé. Tour d'horizon des acteurs du milieu universitaire.

CLAIRANDRÉE CAUCHY

«On attend chaque année une hausse du financement public, mais elle ne vient pas. Il faut faire face à la situation, le gouvernement ne peut pas investir davantage. Personne ne demande de hausses d'impôt. Les institutions universitaires ne peuvent demeurer ainsi sous-financées», soutient l'ex-recteur de McGill, Bernard Shapiro, qui suggère de doubler le montant facturé aux étudiants pour renflouer le budget des universités.

Tous les recteurs ne partagent cependant pas son point de vue, à tout le moins publiquement. Tant et si bien que la Conférence des recteurs et principaux d'université du Québec (CREPUQ) s'abstient de prendre position dans le débat.

Le président de la CREPUQ, Pierre Lussier, n'en partage pas moins les préoccupations de son collègue de McGill quant aux besoins criants des universités. Il déplorait d'ailleurs cette semaine une évaluation des ressources nécessaires pour redonner aux universités québécoises une erre d'aller.

«C'est une décision politique de société. Si nous choisissons de maintenir les frais de scolarité bas, alors il faut que le trésor public compense. C'est un jeu de vases communicants. Le problème actuellement, c'est qu'on n'ajuste pas le financement public à la hauteur nécessaire pour avoir des ressources suffisantes», fait valoir Pierre Lussier, qui préside également le réseau des Universités du Québec.

Un frein à l'accessibilité?

Le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Nicolas Brisson, endosse le diagnostic de sous-financement des universités. Il mise cependant sur une augmentation des crédits publics et

un plus grand apport du privé pour y remédier, excluant d'emblée une hausse des frais de scolarité. La FEUQ travaille d'ailleurs sur un modèle qui ouvrirait la porte à un plus grand financement privé sans pour autant restreindre la liberté académique, par le biais d'un fonds dédié.

«Ce n'est surtout pas le temps de limiter l'accessibilité aux études. Avec le choc démographique qui s'en vient, il y aura moins de gens sur les bancs d'école. Il sera plus difficile de former une main-d'œuvre spécialisée», croit le leader étudiant qui réclame le maintien du gel. Ce dernier avance que, selon des études économiques réalisées par son organisation, chaque hausse de 1 % pourrait entraîner une baisse de 0,25 % du nombre d'étudiants.

Le syndicat des professeurs d'université va jusqu'à prôner la gratuité complète des études universitaires

Aux dires de la FEUQ, un dégel serait d'autant plus dommageable maintenant que le taux de chômage diminue. En effet, lorsque le taux de chômage est faible, les jeunes sont plus enclins à entrer sur le marché du travail qu'à poursuivre des études. Au contraire, en période de chômage élevé, ils préfèrent rester plus longtemps sur les bancs d'école plutôt que de «devenir des chômeurs instruits», selon l'expression de M. Brisson.

Le syndicat des professeurs d'université va même plus loin que les étudiants, allant jusqu'à prôner la gratuité complète des études universitaires: «Si on abolissait les frais, les étudiants qui doivent travailler pendant leurs études termineraient leur scolarité plus rapidement, entreraient plus vite sur le marché du travail et commenceraient à consommer plus tôt», plaide Arpi Hamalian, présidente de la Fédération québécoise des professeurs et professeurs d'université du Québec (FQPPU).

La fédération, qui regroupe tous les professeurs à l'exception de ceux des HEC, craint

qu'une hausse des frais de scolarité ne restreigne l'accès aux études supérieures. «Cela fait partie du projet de société québécois. Nos impôts devraient financer l'accessibilité», estime la présidente.

Elle souligne que le gouvernement québécois clame sur tous les toits qu'il veut être compétitif avec des pays comme l'Allemagne et la Suède sur le plan de la recherche et de l'enseignement supérieur. Or, ces deux pays n'imposent pas de frais de scolarité. «Si on veut s'aligner sur eux, faisons-le aussi sur le plan des droits de scolarité», poursuit la présidente de la FQPPU.

L'ancien recteur de McGill ne partage pas les appréhensions des étudiants et des professeurs: «Les avantages [d'un meilleur financement des universités] sont si grands que je ne crois pas à des baisses de clientèle.» Il précise que l'argent neuf pourrait aider à renouveler le corps professoral alors que «le marché de la matière grise» est très compétitif, et à améliorer les infrastructures qui perdent actuellement de leur valeur, faute d'entretien adéquat.

Un lien à démontrer

Pour le président de la CREPUQ, le lien entre les frais de scolarité et l'accessibilité mérite d'être étudié plus à fond. Il prend pour exemple le cas de la France, où les frais sont pratiquement inexistantes et qui présente un taux d'accès aux études supérieures nettement inférieur à celui des États-Unis, où le coût de la scolarité est très élevé.

L'ancien recteur de McGill voit même le gel comme une forme de subvention aux jeunes issus des classes plus favorisées, alors que ceux-ci fréquentent davantage l'université que les jeunes provenant des classes populaires.

Pour contrer les risques de baisse de l'accessibilité inhérents à une hausse des frais, il plaide en faveur d'un «système d'aide financière plus sophistiqué», qui soutiendrait davantage les étudiants pour qui les frais constitueraient un obstacle à la poursuite d'études supérieures.

La FQPPU réfute cette solution: «L'Irlande, le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande ont tous les trois tenté l'expérience. Cela n'a pas réussi et leurs systèmes sont tous rendus très élitistes», illustre Mme Hamalian. A cela, M. Shapiro rétorque que ces pays ne disposaient pas d'universités de masse comme celles du Québec au moment de hausser les frais.

À l'instar des professeurs, le président de la FEUQ ne croit pas à un scénario proposé par M. Shapiro: «Il ne faut pas faire dans la pensée magique», s'exclame-t-il.



REUTERS

Les manifestations se sont multipliées ces dernières années contre la possibilité d'une hausse des frais de scolarité au niveau universitaire.

me-t-il. S'il était possible d'augmenter les frais tout en bonifiant les bourses suffisamment pour ne pas nuire à l'accessibilité et en générant de nouveaux revenus pour les universités, il y aurait longtemps que le gouvernement l'aurait fait, pense le porte-parole étudiant.

«Ce serait une taxe déguisée, comme n'importe quelle autre taxe. Au lieu de taxer l'enseignement supérieur, pourquoi ne tarifions-nous pas les ponts et les autoroutes, qui contribuent à la pollution? S'il faut aller dans cette di-

rection, autant choisir les services où c'est le moins dommageable», argumente Nicolas Brisson.

Le débat électoral

Le débat risque de se transporter dans l'arène électorale au cours des prochains mois. Même si aucun parti ne prône une franche augmentation des frais, l'ADQ suggère l'indexation à l'indice des prix à la consommation (IPC), alors que les libéraux et les péquistes s'en tiennent au maintien du gel.

Pour l'ancien recteur de McGill,

«l'indexation, c'est mieux que rien, mais ce n'est pas assez». Les étudiants, de leur côté, promettent de sortir leurs pancartes contre une augmentation des frais à l'IPC. «De toute façon, c'est des "peanuts" dans le budget des universités», laisse tomber le leader étudiant.

Gel ou dégel, le président de la CREPUQ insiste quant à lui pour dire que les partis devront absolument se prononcer sur le financement des universités. «Pour [ce qui est de] la façon dont cela doit se faire, on verra!», conclut-il.

Les programmes de maîtrise et de doctorat de l'ÉTS

Le génie pour l'industrie

- Maîtrise en génie aérospatial
- Maîtrise en génie de la construction
- Maîtrise en génie de la production automatisée
- Maîtrise en génie électrique
- Maîtrise en génie logiciel
- Maîtrise en génie mécanique
- Maîtrise en technologie des systèmes
- Maîtrise ès sciences (technologie de l'information)
- Doctorat en génie

L'École de technologie supérieure propose des programmes de 2^e et 3^e cycles branchés sur l'industrie qui:

- forment des spécialistes au cœur du développement et du transfert technologiques;
- profitent de l'expérience industrielle et de l'expertise de plus de 90 professeurs actifs en R & D;
- privilégient les projets d'application, les mémoires et les thèses en collaboration avec l'industrie;
- permettent aux étudiants de bénéficier d'un programme exceptionnel de soutien financier.

École de technologie supérieure
1100, rue Notre-Dame Ouest
Montréal (Québec) H3C 1K3
Téléphone : (514) 396-8888
admission@etsmtl.ca
www.etsmtl.ca

Université du Québec
École de technologie

Journée portes ouvertes
Dimanche 2 février 2003 de 10h à 17h



J'ai choisi l'Université de Sherbrooke pour son atmosphère stimulante et son expertise unique au monde en médecine nucléaire. Le professionnalisme et les réalisations de l'équipe de recherche m'ont vite convaincu. L'utilisation d'un excellent matériel sous une supervision éclairée a été une combinaison essentielle dans l'acquisition de résultats uniques et originaux. N'importe qui se sentirait valorisé dans un tel contexte.

Martin
Radiobiologie

Programmes de maîtrise

Adaptation scolaire et sociale
Administration
Administration des affaires (MBA)
Biochimie
Biologie
Biologie cellulaire
Chimie
Droit de la santé
Économique
Enseignement
Environnement
Études françaises
Fiscalité
Génie aérospatial
Génie chimique
Génie civil
Génie électrique
Génie logiciel
Génie mécanique
Géographie
Gérontologie
Gestion de l'éducation et de la formation
Gestion de l'ingénierie

Gestion et développement des coopératives
Histoire
Immunologie
Informatique
Intervention sociale-concentration toxicomanie
Kinanthropologie
Littérature canadienne comparée
Mathématiques
Microbiologie
Orientation
Pharmacologie
Philosophie
Physiologie
Physique
Psychoéducation
Psychologie des relations humaines
Radiobiologie
Sciences cliniques
Sciences de l'éducation
Sciences humaines des religions
Service social
Théologie

Programmes de doctorat

Administration (DBA)
Biochimie
Biologie
Biologie cellulaire
Chimie
Éducation
Études françaises
Génie chimique
Génie civil
Génie électrique
Génie mécanique
Immunologie
Littérature canadienne comparée
Mathématiques
Microbiologie
Pharmacologie
Philosophie
Physiologie
Physique
Radiobiologie
Sciences cliniques
Télétection
Théologie

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

www.USherbrooke.ca

1 800 267-UDES

• ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR •

Expertise québécoise

Les enseignements planétaires d'un professeur des HEC

Des cours «à l'américaine» pour les futurs gestionnaires chinois

Sénégal, Maroc, Bulgarie, France, Dubaï, Chine... Les chemins qui mènent Jean-Yves Le Louarn à sa salle de cours empruntent bien des détours! Professeur titulaire de gestion des ressources humaines à l'École des hautes études commerciales de Montréal (HEC), il enseigne dans des universités et des entreprises disséminées à travers la planète.

ESTELLE ZEHLE

Un professeur se rend en bicyclette à l'université. L'image ne soulève guère une curiosité démesurée. À l'avant, sur le porte-bagages, est niché un ordinateur. La bicyclette noire se faufile au sein d'une multitude de cyclistes. Voilà qui devient plus exotique et plus surprenant, surtout quand le professeur est québécois et la foule environnante, chinoise!

Jean-Yves Le Louarn est membre du Centre d'études en administration internationale (CETAI) rattaché à l'École des hautes études commerciales de Montréal, un centre qui se dédie à la promotion et la coordination de l'enseignement et de la recherche dans le domaine de international ainsi qu'au développement de projets de gestion. Il en résulte la signature de contrats de formation avec des universités et des entreprises étrangères dont l'exécution est confiée à des professeurs des HEC. Ce rayonnement outre-frontières crée un immense réseau, régénéré également par les diplômés d'HEC qui s'établissent hors du Québec.

Les formations assurées en université s'inscrivent dans un schéma classique dont la finalité est l'obtention d'un diplôme. Tel est le cas pour les expériences de Jean-Yves Le Louarn en Chine et en Bulgarie: «Il s'agit de délivrer un enseignement semblable à celui qui est donné à Montréal, à la fin duquel les étudiants obtiennent un diplôme français ou HEC Montréal, selon les termes de l'accord conclu.» La formation montréalaise est en quelque sorte délocalisée.

Souvent issus d'un cursus d'ingénieur, les étudiants complètent leur curriculum par un diplôme de deuxième cycle en gestion. Chaque professeur intervient alors selon son expertise en concentrant son enseignement sur une période relativement courte, dans un processus d'interaction quotidienne, tel un séminaire de deux semaines.

Une gestion pensée à l'américaine

De façon surprenante, le contenu enseigné est très proche de celui qui est prodigué à Montréal. Il n'est pas réaménagé selon les réalités locales: «En général, l'université ou le pays qui nous demandent d'intervenir souhaitent se rendre familiers à la gestion nord-américaine. Ils veulent apprendre la manière dont on gère nos entreprises.» Le fait peut paraître paradoxal, dans le cas de pays dont le fonctionnement est basé sur une idéologie communiste, par exemple. Toutefois, pays émergents, ils vivent pour la plupart un développement économique effréné, ce qui est particulièrement vrai pour la Chine. «Orientés dès lors vers le développement des entreprises, ils considèrent, à tort ou à raison, que la gestion à l'américaine constitue le modèle à suivre.» Les liens de l'individu au Parti communiste deviennent alors déliquescents. Ils ne sont plus une condition sine qua non à sa carrière, scandée par le leitmotiv «faire de l'argent».

Mais une amplitude n'en existe pas moins entre l'élément enseigné et les us et coutumes en ma-

tière de gestion dans le pays. Cette distance, dont l'existence s'étouffe grâce aux questions des étudiants, occasionne un travail supplémentaire pour le professeur: «Une discussion doit s'instaurer pour tenter d'apprécier les différences culturelles et le degré de transfert possible dans leur future vie de gestionnaire.» L'adaptation se fait donc en partie par le professeur selon une approche discursive, mais également ultérieurement par l'étudiant dans sa future pratique de gestionnaire. En outre, l'appréhension des différences doit s'effectuer par l'enseignant sur un mode dichotomique qui oscille entre la réduction de celles-ci, mais aussi leur acceptation.

Le travail du professeur, dans le cas de la formation en entreprise, varie considérablement. Au rang des étudiants, des cadres sélectionnés par l'employeur, etc. Au programme, un enseignement sur mesure. Par conséquent, la première tâche du professeur choisi par le CETAI consiste en une analyse minutieuse des besoins de formation et du contenu de celle-ci. Cette phase s'effectue conjointement avec un responsable de l'entreprise, en général le responsable de la formation. «Vital, ce processus exige beaucoup d'atten-

tion et de temps. Une fois les besoins définis, le professeur constitue une équipe avec quatre ou cinq collègues, en fonction des spécificités exigées, pour bâtir le contenu. À ce stade, des entreprises québécoises peuvent être consultées pour leur expertise, telles que le Port de Montréal dans le cadre du contrat lié à l'Office des ports du Maroc.» En effet, le marketing portuaire ne peut se référer à celui de l'industrie du vêtement. Le matériel obtenu suite à ces étapes est alors testé auprès d'interlocuteurs présents dans l'entreprise, avant d'être enseigné aux cadres.

Les nombreuses expériences de Jean-Yves Le Louarn lui ont permis de découvrir des publics variés aux comportements culturellement marqués. En effet, bien qu'il ne soit pas question de produire des archétypes selon les différents pays, certains faits sont récurrents. Ainsi, la déférence au professeur est de mise en Chine. Maintes précautions, délicates et subtiles, précèdent toute intervention qui démarre par la formule: «Professeur, puis-je me permettre de vous poser une question?»

Diversités étudiantes

En Afrique francophone prime la non-participation, ainsi qu'un esprit cartésien qui a tendance à réduire les diverses facettes quelquefois contradictoires d'un fait au profit d'une logique linéaire. «Les étudiants présentent des comportements semblables à ceux que l'on peut relever en France. Du fait de cette acculturation française, liée notamment à la colonisation,

il est nécessaire de les pousser à la participation en [salle de] cours. Ils sont de grands preneurs de notes, qui a priori ne se dévoileront pas.» Pour les chercher, le pédagogue doit faire preuve d'imagination, de créativité.

En Bulgarie, tout comme en Roumanie, Jean-Yves Le Louarn a enseigné à des diplômés issus d'un cursus d'ingénierie ou d'une maîtrise en économie. «Pourtant, alors qu'ils en savent beaucoup, ils se comportent comme des débutants qui n'auraient jamais rien appris, comme s'ils voulaient effacer une marque persistante, résultant de la période communiste.» Leurs connaissances proviennent essentiellement d'un enseignement en économie planifiée qui n'est plus de mise aujourd'hui. Aussi considèrent-ils avoir tout à apprendre. Les émirats, notamment Dubaï, réservent moins de surprises aux enseignants. En effet, étant très au fait des *modus vivendi* américains, la culture anglo-saxonne y domine. «Non seulement ils parlent comme des Américains, mais ils ont, je pense, une façon de concevoir l'entreprise, les affaires qui est proche de la conception nord-américaine.»

Energie et soif d'expériences nouvelles sont nécessaires pour enseigner à l'étranger. Pour Jean-Yves Le Louarn, elles prennent source dans le goût du défi. Défi dans une pédagogie toujours remise sur la sellette. Défi dans la capacité à créer le contact avec de nouveaux groupes. Défi dans les ajustements rapides à opérer. Au-delà du défi? La découverte de l'Autre!



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Jean-Yves Le Louarn est membre du Centre d'études en administration internationale (CETAI) rattaché à l'École des hautes études commerciales de Montréal.



Collège Marie de France

Établissement privé mixte, membre du réseau International des établissements français à l'étranger, de la prématernelle à l'entrée à l'Université.

PROGRAMME FRANÇAIS AVEC COMPLÉMENTS QUÉBÉCOIS

Une tradition d'ouverture et d'activité culturelle

La créativité et la sensibilité de nos élèves s'épanouissent dans les divers ateliers d'expression musicale, chorégraphique, théâtrale (français, anglais, italien) et multimédia. L'enseignement de l'histoire des arts et les classes à projet artistique et culturel contribuent à une ouverture sur le monde et à la promotion de la langue française.

Une culture scientifique

L'enseignement des sciences est d'abord conçu pour faire aimer la Science, en faisant comprendre aux élèves la démarche intellectuelle, l'évolution des idées et la construction progressive des connaissances scientifiques.

Un apprentissage des langues

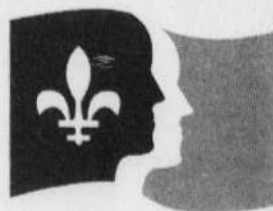
Dès l'âge de 7 ans, l'enseignement est dispensé par groupes de niveaux dans un environnement international, multilingue et moderne qui permet à nos élèves d'intégrer les universités anglophones ou francophones avec un égal succès.

Un accès privilégié aux meilleures universités

35% de nos bacheliers (équivalent du DEC) poursuivent leurs études à McGill, HEC ou Polytechnique et 30% à l'université de Montréal. Le baccalauréat français donne également l'accès à l'ensemble des universités canadiennes, américaines et européennes.

Examen
d'admission
12 avril
2003

4635, Chemin Queen Mary,
Montréal H3W 1W3
(514) 737-1177
www.mariedefrance.qc.ca
college@mariedefrance.qc.ca



CENTRE DE COOPÉRATION
INTERUNIVERSITAIRE
FRANCO-QUÉBÉCOISE

Le CCIFQ a pour mission de favoriser le développement de la coopération universitaire entre la France et le Québec. Le Centre apporte son soutien à la mise en œuvre des programmes de mobilité étudiante et de mobilité professorale. Il veille à la mise en relation des membres des deux communautés scientifiques par l'organisation de conférences et de colloques annuels. Il est enfin un lieu de référence sur les universités françaises et québécoises. Il est dirigé par les professeurs Jacques Gelas et Denis Monière.

Pour toute information contacter :

CCIFQ

96 boulevard Raspail, 75006 Paris
tél : 33142845080, télécopieur : 33144393608
courriel : touroude@paris7.jussieu.fr
site internet : www.diderot7.jussieu.fr/quebec

ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR
OUVERTURE ET
ACCESSIBILITÉ
CE CAHIER SPÉCIAL
EST PUBLIÉ
PAR LE DEVOIR
Responsable
NORMAND THÉRIAULT
ntheriault@ledevoir.ca
2050, rue de Bleury, 9^e étage,
Montréal (Québec) H3A 3M9,
Tel.: (514) 985-3333
redaction@ledevoir.com
FAIS
CE QUE DOIS